

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Trump et Clinton, deux styles au service d'une même bourgeoisie

- **Le PCF et l'introuvable candidat de la gauche**
- **La démagogie du patriotisme économique**
- **L'extrême droite autrichienne**
- **Les confréries religieuses en Turquie**
- **Syndicats « de base » en Italie**
- **Uber, Airbnb, etc. : l'économie des plateformes**



Au sommaire de ce numéro

Trump et Clinton, deux styles au service d'une même bourgeoisie	1
Le PCF à la recherche de l'introuvable candidat unique de la gauche	7
La démagogie du patriotisme économique	11
Autriche : une extrême droite qui a des racines profondes dans le passé du pays	15
Turquie : des confréries religieuses en lutte pour le butin	25
Italie : syndicats confédéraux, « syndicats de base » et limites du syndicalisme	31
Uber, Airbnb, etc. : l'économie des plateformes, nouvel avatar de l'exploitation capitaliste	38

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Reste du monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 24 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Trump et Clinton, deux styles au service d'une même bourgeoisie

C'est le 8 novembre prochain qu'aura lieu l'élection qui départagera les deux principaux candidats à la présidence des États-Unis. Enfin pas directement, puisque la population élira des grands électeurs dans chacun des États, qui eux désigneront celui ou celle qui sera intronisé président en janvier 2017.

Cette élection à deux degrés, dont les règles varient d'un État à un autre, couplée à la mainmise des partis démocrate et républicain sur le système électoral, et au filtre que constitue au préalable leurs primaires, déforme à souhait les opinions de la population. La fonction de thermomètre que les élections peuvent avoir est rendue presque impossible par ce système rodé depuis des lustres.

Le républicain Donald Trump peut apparaître comme un homme hors du système, et il fait tout pour cela. Tout comme Bernie Sanders, le concurrent d'Hillary Clinton lors des primaires démocrates. Mais justement leur choix de concourir sous les couleurs républicaines pour Trump ou dans les primaires démocrates pour Sanders, les place bien au cœur du système politique traditionnel. Chacun à sa façon contribue à ramener vers les partis classiques ceux des électeurs qui voudraient marquer leur défiance envers les politiciens habituels. L'alternance entre Parti démocrate et Parti républicain, deux partis si liés aux classes exploiteuses et à leur État depuis plus de 150 ans, même épicée de la compétition

entre deux personnages aussi dissemblables, en apparence, que Trump et Clinton, n'augure d'aucun changement dans la politique de l'État américain.

Et pourtant tout indique qu'une partie croissante de la population américaine ne fait confiance à aucun des deux grands partis et n'attend rien d'eux. Déjà, il y a huit ans, lors de sa campagne électorale victorieuse en plein milieu de la crise financière, Barack Obama s'était appuyé sur un désir de changement qu'il avait flatté dans ces discours avec des tirades comme celle-ci: «*Nous allons changer ce pays, nous allons changer le monde.*» Il était un homme jeune, n'ayant pas de responsabilité directe dans les mensonges des clans politiques qui dominent le pouvoir à Washington. C'est ainsi qu'il s'était imposé dans les primaires contre Hillary Clinton, puis avait gagné l'élection présidentielle.

HILLARY CLINTON EN PREMIÈRE LIGNE

Cette année, les primaires démocrates ont sélectionné Hillary Clinton comme candidate de son parti. C'est avant tout la candidate de la

continuité revendiquée. Elle a formé avec son mari Bill Clinton un couple politique qui a gravi les échelons du pouvoir jusqu'à ce qu'il occupe la présidence de 1993 à 2001. Si, pendant les deux décennies de leur ascension, Hillary Clinton s'est mise au service de la carrière de son mari, tout en siégeant elle-même pendant six ans au conseil d'administration du géant de la grande distribution Wal-Mart, elle n'a jamais été en retrait et le bilan politique de Bill est aussi celui d'Hillary. Elle le revendique d'ailleurs.

Rappelons brièvement que les huit années de la présidence Clinton furent celles d'un embargo dévastateur de l'Irak, d'interventions impérialistes en Somalie, en Haïti et de bombardements en Serbie. Il prit l'initiative de lois répressives qui ont contribué à ce que des millions de jeunes Noirs aillent en prison. C'est sous la présidence de Bill Clinton, en 1999, que le champ d'action des banques fut élargi, avec l'abrogation d'une loi séparant les banques de dépôt des banques d'affaires, adoptée en 1933 au pire moment de la Grande Dépression. Cette mesure donna un élan nouveau à la frénésie spéculative de la grande bourgeoisie américaine.



Hillary Clinton et Donald Trump s'affrontent lors des débats télévisés.

Elle est un des éléments qui ont amené au krach des subprimes en 2007-2008. Ainsi les adversaires républicains d'Hillary Clinton ne se sont pas privés ces derniers mois de lui imputer cette catastrophe économique, oubliant juste leur propre responsabilité, tant ces deux partis ont en commun de se plier à la volonté de la bourgeoisie américaine.

Depuis quinze ans que son mari a pris sa retraite politique, c'est Hillary Clinton qui tient à son tour le devant de la scène. Elle a été élue deux fois sénatrice de l'État de New York. Au Sénat américain de 2000 à 2008, c'est-à-dire sous la présidence du républicain George W. Bush, elle a été membre, entre autres, des comités du budget et des forces armées. Comme la quasi-totalité des responsables politiques au service de la bourgeoisie, Clinton a réagi aux attentats du 11 septembre 2001 par l'approbation de l'utilisation massive de l'armée à l'extérieur et de la police à l'intérieur. Elle a voté en faveur de l'invasion de l'Afghanistan en 2001 et de la guerre en Irak en 2003; les troupes américaines

sont toujours présentes dans ces deux pays aujourd'hui. Elle a constamment approuvé les dépenses de guerre. En 2001 elle a voté en faveur du Patriot Act qui donnait aux forces de police et aux agences gouvernementales des pouvoirs exorbitants sur la population en matière d'emprisonnement et de surveillance. En 2006, quand cette loi a été renouvelée, elle lui a encore apporté son soutien. En 2008, en pleine crise financière, elle a approuvé l'aide massive aux banques – alors chiffrée à 700 milliards de dollars officiellement, mais en fait beaucoup plus – bien qu'elles aient été les principales bénéficiaires de la spéculation catastrophique et aient eu un rôle de premier plan dans le déclenchement de la crise.

LE BILAN D'OBAMA EST AUSSI CELUI D'HILLARY CLINTON

Sa défaite face à Obama dans les primaires démocrates de 2008 a contraint Hillary Clinton à se contenter du poste de secrétaire d'État, l'équivalent

du ministre des Affaires étrangères, de 2009 à 2013. Elle partage le bilan d'Obama, qui d'ailleurs la soutient dans la campagne actuelle. Les guerres d'Afghanistan et d'Irak continuent, elles se prolongent en Syrie. Contrairement aux promesses, des djihadistes ou prétendus tels sont toujours emprisonnés sans procès sur la base militaire américaine de Guantanamo, située sur l'île de Cuba, depuis 2001. Sur le plan intérieur, les grandes entreprises américaines ont bénéficié d'une manne financière déguisée en sauvetage, permettant à la bourgeoisie de continuer à engranger des profits même aux moments les plus aigus de la crise. La spéculation a repris de plus belle, et des bulles financières menacent d'éclater, particulièrement dans le secteur des prêts étudiants et automobiles.

Si le taux de chômage officiel est de 5 ou 10 %, suivant que l'on y compte les travailleurs précaires ou non, la réalité est plus proche des 20 %. Les travailleurs qui ont retrouvé un emploi, après l'avoir

perdu quand tant de grandes usines ont licencié en 2008-2009, n'ont pas retrouvé leur salaire d'avant crise. Il est caractéristique qu'un mouvement, ponctué de grèves, s'est développé ces dernières années en faveur d'un salaire minimum fédéral de 15 dollars de l'heure, un taux horaire permettant à peine de vivre, au lieu de l'actuel misérable 7,25 dollars de l'heure. Au moins sept millions de familles ont été expulsées de leur logement à la suite de la crise des subprimes, pendant que les organismes financiers étaient inondés d'argent public. Cette crise sociale ne s'est jamais arrêtée : un million de personnes ont perdu leur logement en 2015. Les inégalités sont criantes et s'accroissent : en 2014, les 1 % les plus riches de la population détenaient 36,6% des richesses du pays, contre 33,8% en 2008.

Si les invectives insultantes de Trump contre les immigrés, en premier lieu hispaniques, qu'il a traités en bloc de criminels, de violeurs et de tueurs, ont de quoi révolter, elles ne peuvent faire oublier le bilan du gouvernement d'Obama en matière de reconduites à la frontière de travailleurs sans papiers. Obama a été le président américain qui a expulsé le plus d'immigrés – 2,5 millions, sans compter l'année en cours – de toute l'histoire du pays.

Il est vrai que quelques discours de campagne d'Hillary Clinton peuvent faire illusion sur les droits des femmes, l'aide aux familles pauvres ou aux étudiants de milieu défavorisé. Elle plaide même pour une régulation des banques. Mais que valent ces promesses électorales quand elle se réclame des présidences de Bill Clinton et de Barack Obama ? Elle dit à présent regretter l'invasion de l'Irak. Mais comment y voir autre chose qu'un positionnement

opportuniste destiné à s'adapter à une opinion publique qui rejette cette intervention armée, particulièrement dans les rangs démocrates ?

Hillary Clinton est une politicienne habile qui sait faire des discours en direction du plus grand nombre d'électeurs avant, une fois au pouvoir, de ne défendre que les intérêts de la minorité bourgeoise. Elle possède donc toutes les qualités requises pour accéder à la présidence. Ses soutiens ne s'y trompent pas : ils lui ont apporté jusqu'à présent plus d'un milliard de dollars pour sa campagne, contre un peu plus de 700 millions à Donald Trump.

Comment s'étonner que ceux qui aspirent au changement,

et particulièrement dans les classes populaires, n'aient aucune confiance en elle ? Même dans les rangs démocrates, elle a dû faire face pendant de longs mois à la concurrence de Bernie Sanders, qui a critiqué avec un certain succès le bilan de sa longue carrière... avant de se rallier à elle. Ce qui n'est pas surprenant puisqu'en tant que sénateur Sanders a voté 98 fois sur 100 comme les dirigeants démocrates. Par contre, une partie de ceux qui ont voté Sanders au cours des primaires démocrates ne sont pas prêts à voter Clinton à la présidentielle. Ils ont peut-être eu des illusions dans les discours de gauche de Sanders, mais en ont beaucoup moins dans ceux de Clinton. Cela n'empêche pas la



Un quartier de Detroit dévasté par la crise économique.



Donald Trump et son slogan de campagne :
« Rendre sa grandeur à l'Amérique »

confédération syndicale AFL-CIO de la soutenir.

TRUMP : UNE DÉMAGOGIE TOUS AZIMUTS

Déjouant bon nombre de pronostics, c'est Donald Trump qui attire une partie de l'électorat qui aspire au changement. Après huit années de crise débouchant sur une dégradation générale du niveau de vie au sein des classes populaires, l'aspiration à rompre avec ceux qui incarnent le pouvoir à Washington et la finance à Wall Street est grande.

Ayant hérité et agrandi une fortune dans l'immobilier, le bouillant Trump s'est lancé récemment dans le jeu politique et donne l'illusion d'être l'homme de la rupture. Cette posture, accompagnée de discours bien moins policés que ceux de ses rivaux républicains, lui a permis d'écarter la dizaine de politiciens chevronnés, sénateurs ou gouverneurs, qui se disputaient l'investiture républicaine. Malgré l'hostilité d'une bonne partie

de la direction du Parti républicain, Trump a franchi toutes les étapes pour être sélectionné candidat, son principal atout étant de mobiliser un électorat qui veut du changement.

Dans ce rôle, Trump est l'homme de la situation. Pour montrer son indépendance, surtout à l'égard de Wall Street, il met en avant le fait que sa fortune lui permet de financer sa campagne. Comme tout patron persuadé de faire le bien, il explique qu'il a personnellement créé 30 000 emplois avec ses affaires et que donc il saura créer de l'emploi en tant que président. Il fait de sa fortune un argument électoral, quitte à la surévaluer en public...

Mais c'est la presse qui a révélé que, en toute légalité, Trump n'avait pas payé d'impôts sur ses revenus pendant 18 ans. Suite à la faillite de ses casinos, de sa compagnie aérienne et à une spéculation immobilière perdante, Trump a déclaré 916 millions de dollars de pertes en 1995. Bienveillantes pour les bourgeois comme lui, les lois fiscales lui ont permis d'étaler ses pertes jusqu'en 2013

à hauteur de 50 millions par an, lui évitant de payer des impôts sur l'argent gagné depuis. Au-delà du cas de Trump, c'est ainsi que des capitalistes font payer leurs pertes par le fisc américain. On est loin de la fable des entrepreneurs justifiant leur droit à exploiter le travail de leurs salariés et à en tirer des profits par les risques qu'ils prendraient en cas de perte.

Trump donne l'illusion d'être celui qui, parti de peu, est devenu milliardaire, incarnant le « rêve américain », impression renforcée par ses mariages successifs avec deux mannequins et une actrice, toutes bien plus jeunes que lui. Une forme de réussite qu'il a mise en scène dans des émissions de télé-réalité.

Trump va plus loin que bien des politiciens de carrière sur le terrain des préjugés racistes, ravissant une partie de l'électorat. Ce faisant, il ne fait qu'engranger ce que d'autres ont semé bien avant lui en vantant le protectionnisme, « achetez américain », en blâmant les immigrés et les produits chinois, etc., pour prétendre lutter contre le fléau du chômage. Malheureusement, des décennies de propagande nationaliste de la part des appareils syndicaux, soutenant ainsi de fait le patronat américain contre ses concurrents, n'ont fait que préparer le terrain pour qu'un démagogue tel que Trump obtienne des voix au sein de la classe ouvrière.

Avec des déclarations comme celle-ci : « Je vais ramener les emplois qui sont partis en Chine, au Mexique, au Japon, au Vietnam. Ils prennent nos emplois et notre richesse. Je vais ramener tout cet argent ici », Trump espère dresser les travailleurs américains contre ceux des autres pays, tout en cachant la responsabilité des patrons dans la montée du chômage. Ce sont pourtant eux

qui augmentent leurs profits en se débarrassant sans cesse de travailleurs réduits à l'inactivité pendant que ceux qui restent au travail sont surexploités. Il faut noter que Sanders s'est placé sur le même créneau protectionniste quand il a fait mine de se préoccuper des travailleurs durant les primaires.

DES POLITICIENS QUI FERONT CE QUE TOLÈRE LA BOURGEOISIE

Au cours d'un débat télévisé, pour ne pas être en reste sur la promesse de Clinton de créer 10,4 millions d'emplois en quatre ans, Trump en a promis 25 millions en dix ans. Outre le fait d'essayer d'appâter le monde du travail en lançant des chiffres fantaisistes, la démocrate et le républicain ont en commun d'expliquer que, pour espérer qu'un tel miracle se réalise, il faut d'abord baisser les impôts sur les bénéficiaires des entreprises. Mais comment croire que les familles capitalistes qui dirigent les grandes entreprises feront autre chose que de continuer à supprimer des emplois pour accroître leurs profits? Les tirades antidélocalisation de Trump, les prises de position du républicain et de la démocrate hostiles tous deux en parole aux traités de libre-échange négociés en ce moment par Obama, resteront lettre morte car les capitalistes n'ont pas l'intention de laisser un politicien, fût-il président des États-Unis, limiter la liberté d'employer leurs capitaux où et comme bon leur semble.

Les diatribes de Trump contre les musulmans, auxquels il veut interdire d'entrer aux États-Unis en prétendant que « des dizaines de milliers » immigreront « avec le drapeau de Daech dans le téléphone portable », et contre les autres immigrants ont déjà comme conséquence d'encourager le racisme

à leur rencontre. Et s'il devenait président, tous les Latino-Américains qui réussissent à traverser le Mexique et la frontière américaine, prenant, dans l'espoir d'une vie meilleure, à peine moins de risques que ceux qui traversent la Méditerranée, se verront peut-être confinés encore plus qu'actuellement dans un statut de parias illégaux. Mais, qu'il fasse construire ou pas le mur censé isoler le territoire américain du Mexique, Trump adaptera sa politique au fait qu'aux États-Unis de nombreux employeurs exploitent ces travailleurs. Les plus de dix millions de sans-papiers resteront indispensables à l'activité économique, même si leur vie est rendue plus dure.

Si Trump est élu, son positionnement isolationniste se traduira peut-être par des postures lors de conférences internationales. Mais, pas plus qu'Obama qui déclarait vouloir en finir avec les guerres du Moyen-Orient, le prochain président ne s'abstiendra d'intervenir militairement au-delà des frontières pour maintenir la domination mondiale de l'impérialisme américain.

La bourgeoisie américaine possède bien des moyens de pression sur son appareil étatique, de sa base à son sommet. Les lobbyistes officiels, plus de 10 000 à Washington, en contact permanent tant avec l'administration qu'avec les parlementaires, en sont une facette. Cette influence passe aussi par des personnages influents de l'État dont la carrière les fait évoluer vers la direction des grandes entreprises, tel Colin Powell, premier général en chef noir de l'armée américaine et secrétaire d'État sous George W. Bush, en retraite depuis dix ans et qui a rejoint, depuis, la direction d'au moins deux firmes capitalistes. Inversement, des banquiers deviennent membres du gouvernement, tels Mark Patterson,

lobbyiste de Goldman Sachs devenu chef de cabinet de Timothy Geithner, le premier secrétaire au Trésor d'Obama, ou Jacob Lew, l'actuel secrétaire au Trésor, qui fut un dirigeant de la banque d'affaires CitiGroup.

DEUX CANDIDATS IMPOPULAIRES

Pour des raisons différentes, les deux représentants politiques de la bourgeoisie en compétition suscitent chacun une répulsion assez importante dans la population. Hillary Clinton revendique l'héritage des présidences démocrates de Bill Clinton et de Barack Obama. Elle incarne à merveille ces politiciens menteurs qui font de beaux discours et favorisent toujours les plus riches, ce qui n'a pas de quoi susciter l'enthousiasme, surtout dans les milieux populaires.

De son côté, Trump avec ses saillies racistes répétées, qui ont fait merveille lors des primaires républicaines, s'est aliéné une bonne partie de la population. L'électorat féminin a de bonnes raisons de lui tourner le dos: non seulement il étale souvent son mépris des femmes, mais plusieurs se sont plaintes de harcèlement de sa part dans le passé, voire d'agression sexuelle dans certains cas. Cela génère l'inquiétude des autres dirigeants républicains quant à sa capacité à gagner l'élection. C'est son principal défaut aux yeux de ceux qui aspirent à exercer le pouvoir après huit années de présidence démocrate et à garder leur majorité parlementaire, alors que la Chambre des représentants et un tiers des sièges de sénateurs sont renouvelés en même temps que la présidence. Trump lui-même commence à ouvertement entériner une défaite annoncée: il dénonce de plus en plus une élection truquée par l'establishment politique et les



Affiche de la candidate verte, Jill Stein : « Les candidats indépendants ne prennent pas leurs ordres auprès de la grande industrie ».

médias au service des Clinton.

Il est dès lors bien possible que de nombreux électeurs ne votent pas en novembre ; ou bien votent, non pas pour approuver l'un des candidats, mais par hostilité envers l'autre. Leur tactique y est adaptée : Clinton passe son temps à dire que Trump est trop agité et impulsif pour faire un bon président, tandis que Trump accuse en permanence Clinton d'être une criminelle dont la place est en prison et une menteuse à qui on ne peut pas faire confiance.

Pour ces raisons, il est possible que deux autres candidats, le libertarien Gary Johnson et la verte Jill Stein, recueillent des voix parmi ceux qui veulent se démarquer des partis républicain et démocrate, même si la pression du vote utile pour éliminer Trump ou Clinton joue en leur défaveur. Le courant libertarien, alternative au Parti républicain pour l'électorat de droite, se distingue par une glorification de l'individualisme qui conjugue une propagande pour les libertés individuelles avec une critique d'un État omniprésent. Il exprime ce que pensent bon nombre de petits bourgeois qui aimeraient sur-

tout que leurs impôts baissent. Ancien gouverneur républicain du Nouveau-Mexique, Johnson se vante d'ailleurs d'y avoir fait baisser les impôts.

Médecin, la candidate écologiste Jill Stein accuse les partis démocrate et républicain d'être tous deux au service des grandes entreprises. Son audace réformatrice se borne à vouloir faire « payer à Wall Street, aux grandes entreprises et aux riches leur juste part des impôts », tout comme le promet

Clinton. Profitera-t-elle de l'insatisfaction de l'électorat démocrate ? En tout cas, Jill Stein courtise ceux qui ont eu des illusions en Bernie Sanders et ne veulent pas le suivre dans son soutien à Clinton ; elle souhaite qu'ils transfèrent sur elle leurs illusions électoralistes.

Les courants de gauche qui se sont réjouis des succès de Sanders dans la primaire démocrate et ont relayé sa campagne ne représentent aucune perspective d'avenir pour le camp des travailleurs. Ils n'ont fait qu'encourager, à la mesure de leur influence, les travailleurs et les jeunes à chercher une solution de replâtrage du système politique américain et du capitalisme.

Les travailleurs conscients de leurs intérêts de classe ne pourront presque pas exprimer leurs idées dans cette élection présidentielle. Seuls ceux qui s'attellent à construire pour l'avenir un véritable parti de la classe ouvrière, en exprimant leur confiance dans ses capacités politiques, représentent un espoir, si peu nombreux soient-ils.

25 octobre 2016



Travailleurs de l'usine Volkswagen de Chattanooga dans le Tennessee.



Le PCF à la recherche de l'introuvable candidat unique de la gauche

Les dirigeants du PCF le proclament, ils veulent réussir «le rassemblement des forces alternatives à gauche». Dès qu'on lui donne la parole, Pierre Laurent répète que «l'éparpillement de la gauche est mortifère pour tout le monde. Il faut un unique candidat qui rassemble les rouges, les verts et les roses vifs.» Le conseil national du PCF des 24 et 25 septembre l'a réaffirmé : «Une candidature commune de la gauche serait un atout considérable pour franchir la barrière du 1^{er} tour et permettre la mise en œuvre d'une véritable politique de gauche pour la France.»

Cette orientation, le soutien à un politicien prétendant rassembler toute la gauche, est la politique des dirigeants du PCF depuis au bas mot cinquante ans. De la présidentielle de 1965, où le PCF soutint pour la première fois François Mitterrand «candidat unique de la gauche», aux années 2000 où le PCF fut l'une des composantes de la «gauche plurielle» de Jospin, le PCF n'eut pas d'autre politique.

Le problème actuel du PCF, c'est que les prétendants au titre de candidat commun de cette gauche se bousculent au portillon. L'embarras des dirigeants du PCF ne porte pas sur la politique à mener, mais sur le choix du bon cheval auquel accrocher leur charrette. Dans un contexte où Hollande est si déconsidéré que sa seule chance de pouvoir se représenter est de convaincre le Parti socialiste qu'il est le seul à pouvoir empêcher son implosion, le PCF ne sait plus qui incarne la gauche.

Mélenchon a décidé de se présenter sans attendre d'être adoubié par quiconque, misant

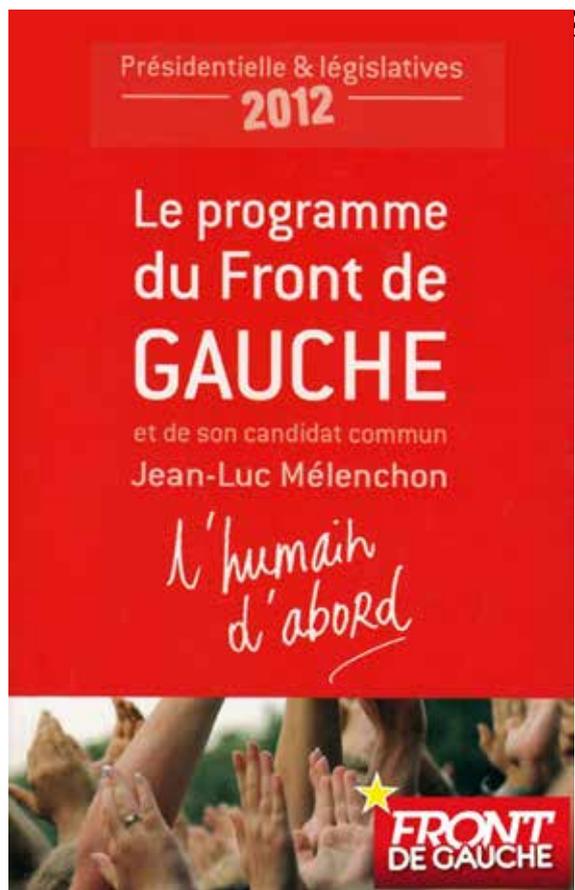
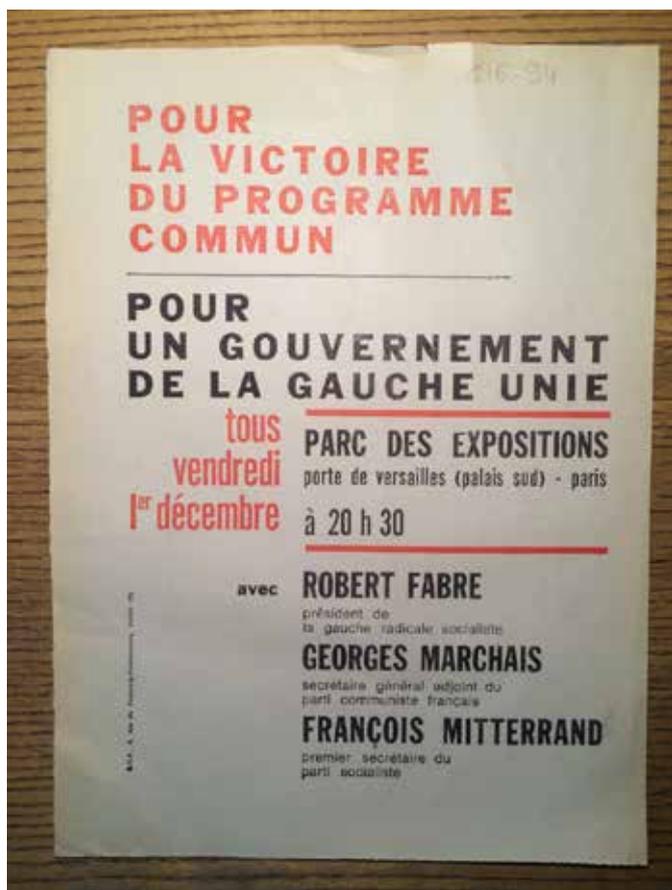
sur un ralliement forcé des diverses composantes du Front de gauche, y compris le PCF. Il est déjà en campagne, rassemble ses soutiens, occupe le terrain, ce qui lui permet d'apparaître comme le meilleur opposant à Hollande.

Lors de l'élection présidentielle de 2012, le PCF avait soutenu Mélenchon. Certains des dirigeants du PCF sont ouvertement déterminés à en faire autant cette fois-ci. Le simple fait cependant que la décision n'ait pas été prise à la date où elle devait l'être, au printemps dernier, ni depuis, montre que la direction du PCF hésite. *L'Humanité* a publié, il y a quelque temps, un panel de candidats qu'elle considérait comme dignes de prétendre au titre de «candidat rassembleur d'une gauche» alternative à Hollande, où Mélenchon y figurait à côté de Montebourg, Hamon et Duflot.

Si Duflot vient d'être éliminée de la primaire des écologistes, disparaissant pour l'instant du paysage, Montebourg ou Hamon, eux aussi ex-mi-

nistres de Hollande, ont choisi de concourir à la primaire du PS. Il faudra attendre le résultat de cette primaire, fin janvier, pour savoir qui sera le candidat du PS. Hollande réussira-t-il à se faire désigner? Si son impopularité l'en empêche, Valls, voire Macron qui, s'il répète qu'il n'est pas socialiste, est «en marche» en prenant bien soin de rester flou sur sa destination, prendra-t-il sa place? Ou bien Montebourg trouvera-t-il, parmi les frondeurs du PS et au-delà, assez de soutiens pour l'emporter?

Le PCF fait dépendre son choix de ce résultat. Il ne veut certes pas se rallier à Hollande ou Valls, en perdition. La victoire de Montebourg aux primaires socialistes éclaircirait son horizon. Il pourrait ainsi se rallier à un homme qui, ayant quitté le gouvernement, prétend aujourd'hui incarner la rupture avec Hollande. Si, grâce à la primaire, il était intronisé candidat du PS, cela aurait pour le PCF le double avantage de joindre l'agréable, afficher sa demi-opposition, à



Du programme commun au Front de gauche, le PCF à la remorque d'un politicien bourgeois.



À la fête de l'Humanité 2016 : Pierre Laurent (au centre) hésite entre Montebourg et Mélenchon.

l'utile, se rabibocher avec le PS lui-même. Favoriser un tel scénario est sans nul doute l'objectif de la rencontre récemment annoncée entre Pierre Laurent et Christian Paul, le chef de file des députés frondeurs du PS.

LA PRÉOCCUPATION DU PCF : PRÉSERVER COÛTE QUE COÛTE SES ÉLUS

La seule préoccupation du PCF dans les élections de 2017 est en effet de préserver le nombre de ses députés et, au-delà, ses positions dans les conseils régionaux, départementaux, et dans l'exécutif d'un certain nombre de municipalités. Dans la majorité des cas, il ne peut préserver les postes de ses notables qu'en alliance avec le PS. C'est pourquoi l'élection présidentielle l'intéresse bien moins que les élections législatives qui la suivent.

Pour faire réélire ses députés, le PCF a besoin d'accords locaux, à défaut d'un partage général des circonscriptions. Des accords avec le PS, et mieux encore dès le premier tour, seraient une meilleure garantie qu'un ralliement à Mélenchon et à la nébuleuse qui l'entoure. À la différence du PCF, Mélenchon n'a pas une base d'élus au sein des conseils régionaux ou départementaux et encore moins à l'Assemblée nationale. Il n'a pas encore de notables dont il doit protéger les intérêts. Si le PCF, avec quelque 130 000 adhérents revendiqués, dont la moitié paieraient une cotisation, conserve une base militante, les succès répétés de la fête de *l'Humanité* en attestent, il ne pourrait fonctionner sans ses quelque 9 000 élus, principalement des maires et conseillers municipaux. Ces élus contribuent pour la moitié au financement du PCF, et surtout ils forment l'ossature de son appareil militant. Faute d'une présence militante dans suffisamment d'entreprises du

pays, y compris parfois de très grosses, même le contrôle sur la direction de la CGT est moins déterminant pour le PCF que le maintien de ses élus.

TERGIVERSATIONS ET DIVERSIONS

Ces calculs d'appareil et l'incertitude prolongée sur le casting de l'élection présidentielle expliquent pourquoi les dirigeants du PCF n'ont cessé de différer leur décision. Actuellement fixée au 5 novembre, la date de leur choix pourrait être repoussée... jusqu'aux primaires socialistes. Le relevé de décision du conseil national de septembre émettait ainsi trois hypothèses : « *Prendre de nouvelles initiatives de rassemblement sans faire de choix de candidat au 5 novembre ; un appel à voter Jean-Luc Mélenchon, en affirmant l'autonomie du PCF, sa démarche de rassemblement ; engager une candidature issue du PCF, porteuse de ses idées et de sa démarche de rassemblement.* » Ces trois alternatives reflètent sans doute les divisions au sein de la direction du PCF quant à l'appréciation des intérêts de son appareil. Marie-George Buffet a par exemple d'ores et déjà annoncé son ralliement à Mélenchon, tandis qu'André Chassaigne répète, lui, qu'il est disponible comme candidat du PCF. Mais c'est aussi une façon de préparer les esprits à un report de la décision du PCF.

Pour occuper ses militants orphelins de candidat et pour habiller tous ces calculs prosaïques dans un emballage plus politique, le PCF a lancé cet été une grande enquête intitulée « *Que demande le peuple ?* » 65 000 personnes ont rempli ce questionnaire conçu par un organisme de sondage. Tout ça pour que Pierre Laurent annonce le 8 octobre que la principale préoccupation de 38 % des sondés est « *un meilleur*

salaire et un meilleur revenu » ou, pour 26 % d'entre eux, « *de meilleurs remboursements médicaux* ». Comme s'il fallait un tel sondage pour savoir quelles sont les revendications du milieu populaire ! Comme si les centaines de milliers de travailleurs qui se sont mobilisés contre la loi travail, mobilisation à laquelle les militants du PCF ont largement contribué, n'avaient pas clairement exprimé leur programme : le rejet de la précarité, des bas salaires, des attaques antiouvrières du gouvernement Hollande.

S'appuyant sur les résultats de cette consultation, la direction du PCF a lancé une campagne autour de plusieurs axes intitulés « *Prendre le pouvoir sur la finance* », « *Pour une nouvelle république* » ou encore « *Changer l'Europe* ». Chacun de ces intitulés peut être repris par n'importe lequel des candidats qui prétendent incarner « les forces alternatives à gauche ». Les politiciens qui aspirent à diriger les affaires de la bourgeoisie en cherchant les voix des classes populaires savent agiter des mots ronflants sur la VI^e République ou le rejet des traités européens. Les travailleurs ont appris à leurs dépens ce que valait l'envolée de Hollande contre la finance, son « ennemie » en 2012 mais sa vraie patronne depuis cinq ans. Au pouvoir, Montebourg ou Mélenchon mèneraient à leur tour la politique exigée par les Bolloré, les Bouygues, les Dassault et C^{ie}, c'est-à-dire les propriétaires des entreprises et des banques, car ils sont profondément respectueux de leurs intérêts, ce qu'ils appellent « les intérêts de la France ».

Au même moment, les dirigeants du PCF viennent de lancer une pétition intitulée « *2017, vivement la gauche* » qui appelle « *tous les candidats de la gauche d'alternative à la politique du gouvernement à se rassembler pour construire une nouvelle*

majorité politique à gauche, autour d'un ou d'une seule d'entre eux à l'élection présidentielle».

Les militants du PCF sont donc une nouvelle fois invités à déployer leur énergie et leur force de conviction pour réclamer une hypothétique unité derrière une personnalité qui foulera aux pieds les intérêts des classes populaires sitôt élue.

DES MILITANTS DÉSARÇONNÉS

S'ils ne rejettent pas l'orientation fondamentale de leur parti, la recherche à n'importe quel prix d'alliances électorales pour obtenir des élus, bien des militants sont désarçonnés par l'absence de candidat officiel soutenu par le PCF.

Nous devons profiter de ce moment de relatif désarroi pour chercher à discuter sur le fond avec ces militants. Discuter avec eux pour leur montrer l'impasse de l'électorisme, montrer que propager l'idée que ce sont les élections, la victoire d'une coalition électorale, qui peuvent déboucher sur une perspective politique pour la classe ouvrière, est un piège pour soi et une trahison pour les intérêts de la classe ouvrière.

On ne peut toucher, voire ébranler, dans ces discussions que ceux parmi les militants et sympathisants du PCF qui sont préoccupés par le sort des classes populaires. C'est une discussion à mener en particulier avec ceux qui ont pris leur place dans la mobilisation du printemps contre la loi El Khomri et plus généralement avec ceux qui animent des luttes locales, partielles et défensives que mènent les travailleurs face aux attaques qu'ils subissent.

Mais il faut discuter avec eux de la question de fond : à savoir que le véritable problème n'est pas dans les hésitations de la direction du PCF entre les différentes personnalités politiques qui pourraient cristalliser autour d'elles le «rassemblement des forces de gauche». Le véritable problème, c'est la politique réformiste que le PCF n'a jamais cessé de proposer depuis que le stalinisme l'a amené à rompre avec la politique communiste révolutionnaire qui était la raison même de la création, au congrès de Tours, de ce qui s'appelait alors la Section française de l'Internationale communiste.

Il faut mener cette discussion jusqu'au bout, en opposant, à la politique d'intégration du PCF dans la société capitaliste, la politique de lutte de classe qui a pour objectif, non pas cette intégration, mais au contraire le renversement du pouvoir de la bourgeoisie par le prolétariat.

La politique du PCF s'est traduite depuis un demi-siècle, au fil des reniements et des promesses non tenues de la gauche au pouvoir, par un profond recul de l'influence du PCF dans la classe ouvrière. La politique d'union de la gauche, impulsée sous l'égide de Georges Marchais, qui passe encore aujourd'hui pour celui qui portait haut et fort la voix du PCF, a fait passer l'influence électorale de celui-ci de 21% du corps électoral (Jacques Duclos en 1969) à moins de 4% (Robert Hue en 2002).

Pire encore, les passages de la gauche au gouvernement se sont traduits par la désorientation et le dégoût de millions d'électeurs de gauche, au point qu'une fraction non négligeable d'entre eux en est arrivée à voter pour le Front national.

La poussée du Front national dans le Nord et le Pas-de-Calais, une région ouvrière dirigée durant des décennies par les partis socialiste et communiste, est significative. Si les candidats du PS paient logiquement la politique antiouvrière de Hollande, les candidats du PCF ne récupèrent pas les voix perdues par le PS. Si ces électeurs en sont à considérer comme possible de voter pour le FN cela montre, outre leur perte de repères, que la gauche gouvernementale a fait disparaître toutes les valeurs du mouvement ouvrier. Elle a fini par faire passer le nationalisme, le protectionnisme ou le souverainisme pour des idées progressistes !

Quand des millions de travailleurs ont fini par comprendre que les politiciens de gauche étaient aussi haineux à leur égard que ceux de droite, quand cette gauche de gouvernement s'effondre, rejetée par les classes populaires, réhabiliter une nouvelle version de l'Union de la gauche, même en la rebaptisant la «vraie gauche» conduit à la même impasse politique.

Quant aux communistes révolutionnaires, ils doivent s'atteler à restaurer, pas à pas, la conscience de classe parmi les leurs, la conscience que seule l'intervention politique, massive, collective, déterminée de ceux qui font fonctionner la société pourra réellement changer la donne. C'est le sens qu'aura le vote en faveur de Nathalie Arthaud : montrer que le camp des travailleurs existe, qu'il ne veut plus se laisser berné par les promesses des uns et des autres mais qu'il compte sur sa capacité de lutte pour s'attaquer à cette dictature du capital.

25 octobre 2016



La démagogie du patriotisme économique

SFR, Alstom, Airbus Helicopters, Philips, PSA, Smart-Daimler, Delphi, Sage, Sanofi: les annonces de plans de suppressions d'emplois et de fermetures de sites pour regrouper la production à plusieurs centaines de kilomètres se succèdent dans de grandes entreprises. Le patronat poursuit sa guerre contre les travailleurs. Pour maintenir les profits des actionnaires au niveau de rentabilité souhaité, il impose une plus grande exploitation aux uns et le désespoir du chômage aux autres.

Face à cette catastrophe sociale, certains candidats à l'Élysée prônent le patriotisme économique comme solution au chômage. Une politique protectionniste favorisant les produits français serait, selon eux, à même de protéger les travailleurs à condition que l'État-nation prime sur les instances supranationales, comme l'Union européenne, qui lui imposeraient une politique de chômage et de régression sociale.

C'est à celui qui glorifiera le mieux le génie français, son savoir-faire et ses compétences, quitte à sombrer dans le ridicule, à l'image de Mélenchon qui, lors de la fin de mission de la sonde Rosetta, écrivait dans un tweet du 30 septembre : « *Adieu à Rosetta, dernière mission interplanétaire française. Depuis, rien !* » Au moment où même les plus cocardiers des journalistes prenaient un peu de hauteur pour s'enthousiasmer sur les possibilités offertes par la sonde d'en apprendre davantage sur le système solaire, Mélenchon, à l'horizon borné aux frontières de l'Hexagone, en oubliait que Rosetta n'était pas une mission française mais le résultat d'une collaboration européenne !

Par-delà le ridicule des cocoricos poussés à tort et à travers, ce patriotisme économique, repris à quelques variantes près de l'extrême droite à la gauche dite radicale, est lourd de danger, car il contribue à tromper une partie de l'électorat populaire, qui espère y trouver une protection contre le chômage.

LA DÉMAGOGIE DU MADE IN FRANCE

Les 8 et 9 septembre derniers, des Assises du produire en France se tenaient à Reims. Sous l'égide d'un ex-ministre de Sarkozy, l'UDI Yves Jégo à la tête de l'association Pro France, et d'Arnaud Montebourg, qui se proclame « *candidat au service du made in France* », une brochette de candidats y ont développé leur vision de la marque France.

Dans une économie où production et échanges sont internationaux depuis des siècles, où la fabrication de n'importe quel produit, aussi français soit-il, nécessite forcément des matières premières, des machines, parfois des pièces entières provenant des quatre coins de la planète, cette dis-

tinction du made in France est absurde. Elle ne sert au patronat français qu'à exiger davantage d'aides, financières ou pratiques, de la part de son État. En se faisant les champions de la défense d'une prétendue production nationale, les candidats en puissance qui se sont bousculés à ces assises ont fait ce qu'ils savent le mieux faire : présenter ce qui correspond aux intérêts d'une fraction de la bourgeoisie comme une solution aux problèmes vitaux des travailleurs.

Terrain de prédilection de Le Pen, cette démagogie nationaliste attire la concurrence : de Duflot à l'inévitable Montebourg, en passant par Dupont-Aignan et Mélenchon, tous y sont allés de leurs petites phrases sur la nécessité d'appliquer un « protectionnisme intelligent » pour favoriser les produits 100% français. Le Pen associe son « produire français » à l'habituelle démagogie anti-immigrés de son parti. Elle est d'ailleurs de plus en plus concurrencée sur ce terrain également, et pas seulement par les prétendants de la primaire de droite ! Les petites phrases de Mélenchon à propos des travailleurs détachés ve-

nant manger le pain des locaux, ou sur le fait qu'il n'a jamais été pour la liberté d'installation, témoignent de la facilité avec laquelle, dans un contexte de réaction généralisée, les soi-disant progressistes peuvent glisser vers le « produire français avec des Français ».

Durant le « grand oral pour l'Élysée 2017 » organisé par ces assises, chacun a cependant cherché à jouer sa petite musique particulière sur ce fonds commun de patriotisme économique. Pour Duflot, la production française doit se distinguer par sa haute qualité environnementale. Mélenchon, qui mange décidément à tous les râteliers, s'est également découvert une fibre écologique et prône la relocalisation de l'agriculture et la mise en valeur du patrimoine marin français, susceptible d'après lui de créer 400 000 emplois. Quant à Montebourg, il met en avant la priorité qui doit être accordée aux PME et à l'innovation, de même que Le Pen ou Bruno Le Maire.

Au-delà de ces différences cosmétiques, tous se retrouvent pour dire que l'État doit aider la marque France, c'est-à-dire mettre la main à la poche, d'une manière ou d'une autre, pour subventionner les entreprises qui produisent français. C'est finalement toujours la même vieille rengaine : il faut donner

de l'argent au patronat et, un jour peut-être, ces milliards déversés sur les entreprises finiront par se traduire en emplois.

L'EXEMPLE D'ALSTOM

La récente polémique autour de la fermeture de l'usine Alstom de Belfort est un bon exemple de ce qui, sur le fond, unit la bourgeoisie et tous ses porte-parole politiques... et de tout ce qui sépare les intérêts des travailleurs des politiques industrielles françaises qu'ils mettent en avant.

Lorsqu'en septembre dernier Alstom a annoncé la fermeture de son usine de Belfort, les représentants de tous les partis, de Le Pen à Mélenchon en passant par Dupont-Aignan, ont dénoncé le manque de réactivité de l'État. Du côté du Front national, un communiqué expliquait que « la nationalisation via la Caisse des dépôts et consignation aurait évité la catastrophe » (12 septembre). Dupont-Aignan parlait, lui, de renationalisation provisoire, tandis que Mélenchon, qui fait toujours mieux que tout le monde, claironnait qu'il avait réclamé cette nationalisation dès 2014. Ensuite, quand le gouvernement Hollande-Valls a annoncé son plan d'investissement pour Alstom, les mêmes, course électorale oblige, ont dénoncé le « brico-

lage industriel ». C'était à celui qui présenterait la plus vraie des « solutions industrielles », la plus éblouissante des « visions de l'avenir de l'industrie française ». Mais aucun, bien entendu, n'a mis en avant les profits gigantesques accumulés par les actionnaires du groupe, et dont une infime partie suffirait à garantir tous les emplois des travailleurs du site de Belfort et des autres usines.

Pour tous ces politiciens, nationaliser signifie racheter, avec l'argent public, et donc indemniser les actionnaires de l'entreprise qui serait en détresse. En clair, il s'agit de subventionner le patron licencieur, sans pour autant offrir plus de garanties aux travailleurs contre les licenciements.

Ce fut le cas dans le passé avec la sidérurgie. La nationalisation de ce secteur, achevée en 1982 par le gouvernement de gauche de Mitterrand, permit à des capitalistes comme les de Wendel de récupérer des milliards de l'État, qu'ils purent réinvestir dans des activités plus rentables. Le sauvetage des profits des capitalistes du secteur fut bien assuré par l'État, mais pas celui des travailleurs.

Des sites de production fermèrent les uns après les autres et des vagues de licenciements massifs se succédèrent, avec 12 000 suppressions d'emplois en juin 1982, puis 21 000 en



SAUVER ALSTOM
GRÂCE AU PATRIOTISME ÉCONOMIQUE

SIGNEZ LA PÉTITION

La pétition mise en ligne par le Front national.

1984. Et, une fois la sidérurgie redevenue rentable, le secteur fut à nouveau privatisé, par le gouvernement Juppé cette fois, en 1995.

En réalité, les interventions de l'État dans le domaine de l'économie se résument toutes à servir les intérêts de la bourgeoisie. Voilà ce qui leur tient lieu de plan industriel ou de patriotisme économique ! Quand il s'agit de sauver leurs profits, les capitalistes en appellent à la solidarité nationale, à la grandeur de la France et à son génie industriel. Et les gouvernements à leur service, de droite comme de gauche, s'empressent de leur offrir des solutions sur mesure baptisées sauvetage de l'entreprise. C'est ainsi que Montebourg se vante d'avoir sauvé PSA ! Le gouvernement dont il faisait partie à l'époque a effectivement prêté 7 milliards au groupe automobile, qui n'en a pas moins fermé l'usine d'Aulnay-sous-Bois et supprimé 17 000 emplois en quatre ans, et qui vient d'annoncer un nouveau plan de 2 133 suppressions d'emplois. Mais Montebourg a bien sauvé quelque chose dans l'histoire : les profits du groupe, et c'est bien tout ce qui compte pour lui.

LES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS SONT AILLEURS

Le patriotisme économique n'est qu'un aspect de la propagande souverainiste. Il s'accompagne d'une dose de rejet de l'Union européenne, à des degrés qui vont de la sortie pure et simple de l'Union à la dénonciation de ses mauvais traités, en passant par la remise en cause de l'euro. À entendre leurs discours – y compris à gauche – c'est à Bruxelles, aux normes européennes et à tous les organismes supranationaux que l'on doit tous les malheurs, du chômage à la malbouffe, en passant par les coupes claires



Montebourg aux Assises du produire en France, sur son terrain démagogique préféré.

dans les services publics.

L'Union européenne résulte des besoins de la bourgeoisie européenne. C'est une union entre brigands capitalistes, dont les multinationales ont besoin car il leur faut une arène plus vaste que leurs petits États nationaux. Rien d'étonnant donc à ce que, dans leur grande majorité, les décisions de Bruxelles ne soient pas favorables aux travailleurs. Mais dire que le retour à l'État-nation leur garantirait un avenir plus radieux est une stupidité démagogique, pour faire croire aux travailleurs qu'ils auraient des intérêts communs avec leurs exploiters nationaux, pour les détourner de leurs intérêts de classe.

Car si les capitalistes européens ont besoin d'un territoire plus large pour leurs affaires, ils n'en sont pas moins toujours en concurrence, et chaque bourgeoisie se réfugie périodiquement sous la protection de son État national. Ce dernier sait alors très bien s'asseoir sur les accords et autres directives européennes, quand ils ne vont pas dans le sens des intérêts généraux de sa bourgeoisie.

Expliquer, comme le fait par exemple le PCF, qu'en retrouvant « l'indépendance de la France » on échappera « à

l'emprise des multinationales » est une trahison. Cette façon de présenter les choses obscurcit la conscience des travailleurs, laisse à penser que, si les capitalistes français licencient, ferment des usines, c'est parce que la « logique de Bruxelles » ne leur laisse pas d'autre choix. Elle laisse croire que le gouvernement français, lorsqu'il fait passer des lois antiouvrières, le fait contraint et forcé, sous l'emprise des « diktats de l'Union européenne ». C'est une façon d'effacer la seule véritable frontière, celle qui sépare et oppose les intérêts des travailleurs à ceux de la bourgeoisie.

Lorsque de grands groupes comme PSA ou Alstom décident de fermer une usine pour regrouper la production sur un seul site, ce n'est pas parce qu'ils doivent se plier à une logique transnationale qui les dépasserait ou parce que l'État français n'est pas capable d'avoir une politique industrielle. Ils le font dans l'intérêt de leurs actionnaires, avec pour préoccupation de maximiser la rentabilité et donc les profits. Les pseudo-recettes du patriotisme économique ne sauveraient les travailleurs d'aucun de ces mauvais coups. Tout au plus seraient-elles une occasion de plus pour le patro-

nat français de se faire arroser d'un peu plus de milliards de subventions en aides à l'innovation et autres promotions de la marque France.

Le repli vers une économie française, sur des bases nationales, est objectivement impossible. La production et les échanges ont dépassé depuis bien longtemps les étroites frontières nationales que les politiciens de tout bord présentent comme une protection aux travailleurs. Une politique protectionniste ne pourrait qu'avoir des conséquences néfastes pour les classes laborieuses, entraînant la hausse des prix et de nouveaux sacrifices, au nom de la sauvegarde de l'industrie française.

Le patriotisme économique, qui fait tant recette parmi les prétendants à l'Élysée ces derniers temps, n'est qu'un leurre de plus que ces défenseurs de la bourgeoisie utilisent dans leur chasse aux voix. Il s'ajoute aux discours odieux contre les immigrés en général et les réfugiés en particulier, accusés d'être la cause du chômage, de l'insécurité, voire du terrorisme. C'est une diversion de plus pour détourner les travailleurs de leur véritable ennemi.

Pour stopper l'hémorragie des suppressions d'emplois, c'est aux capitalistes, français ou non, qu'il faut retirer leur pouvoir de nuisance, en interdisant les licenciements et en partageant le travail entre tous. Cela ne pourra être imposé qu'à



travers les luttes de l'ensemble de la classe ouvrière. Mais les élections peuvent être l'occasion d'exprimer ces intérêts et de montrer qu'une fraction

des travailleurs ne se laisse pas duper par la démagogie nationaliste des idéologues de la bourgeoisie.

20 octobre 2016



1927 : le patriotisme économique argument de vente : une vieille rengaine !



Autriche: une extrême droite qui a des racines profondes dans le passé du pays

En Autriche, un second tour de l'élection présidentielle aura à nouveau lieu le 4 décembre. Lors du premier tour, le 24 avril, les candidats des partis social-démocrate (SPÖ) et chrétien-conservateur (ÖVP), qui gouvernent ensemble depuis 2007, ont été éliminés avec seulement 11 % des suffrages chacun, tandis que Norbert Hofer, présenté par le parti d'extrême droite FPÖ, est arrivé largement en tête avec 35,1 %. Le 22 mai, au second tour, l'écologiste Alexander Van der Bellen l'a emporté de justesse, avec 50,35 % et seulement 31 000 voix d'avance sur Norbert Hofer.

Mais après un recours de ce dernier, et contre toute attente car il n'y avait pas de preuve patente de fraude électorale, la Cour constitutionnelle décidait d'annuler ce second tour. Initialement prévu le 2 octobre, le nouveau second tour a encore été reporté au 4 décembre. Il risque d'être à nouveau serré et certains sondages indiquent que, cette fois-ci, Hofer pourrait l'emporter. L'extrême droite pourrait ainsi s'installer à la présidence de l'Autriche.

Bien sûr, cette évolution s'inscrit dans un contexte général de montée des idées réactionnaires et xénophobes dans le monde, à la faveur de la crise économique, de l'accroissement de la misère qui en résulte, et de l'absence de perspective de changement social radical incarnée par le mouvement ouvrier. Des États-Unis avec le Tea Party puis Donald Trump, à la Grande-Bretagne avec l'UKIP, en passant par la Suisse avec l'UDC de Blocher, mais aussi la Flandre belge avec la NVA, ou la France avec le Front national, ces courants et partis d'extrême droite fleurissent partout. Mais ce constat géné-

ral ne suffit pas à expliquer le score très élevé réalisé par le candidat du FPÖ. Il faut aussi rappeler l'histoire bien particulière de l'Autriche et la façon dont furent mises en place les institutions du pays après la Deuxième Guerre mondiale.

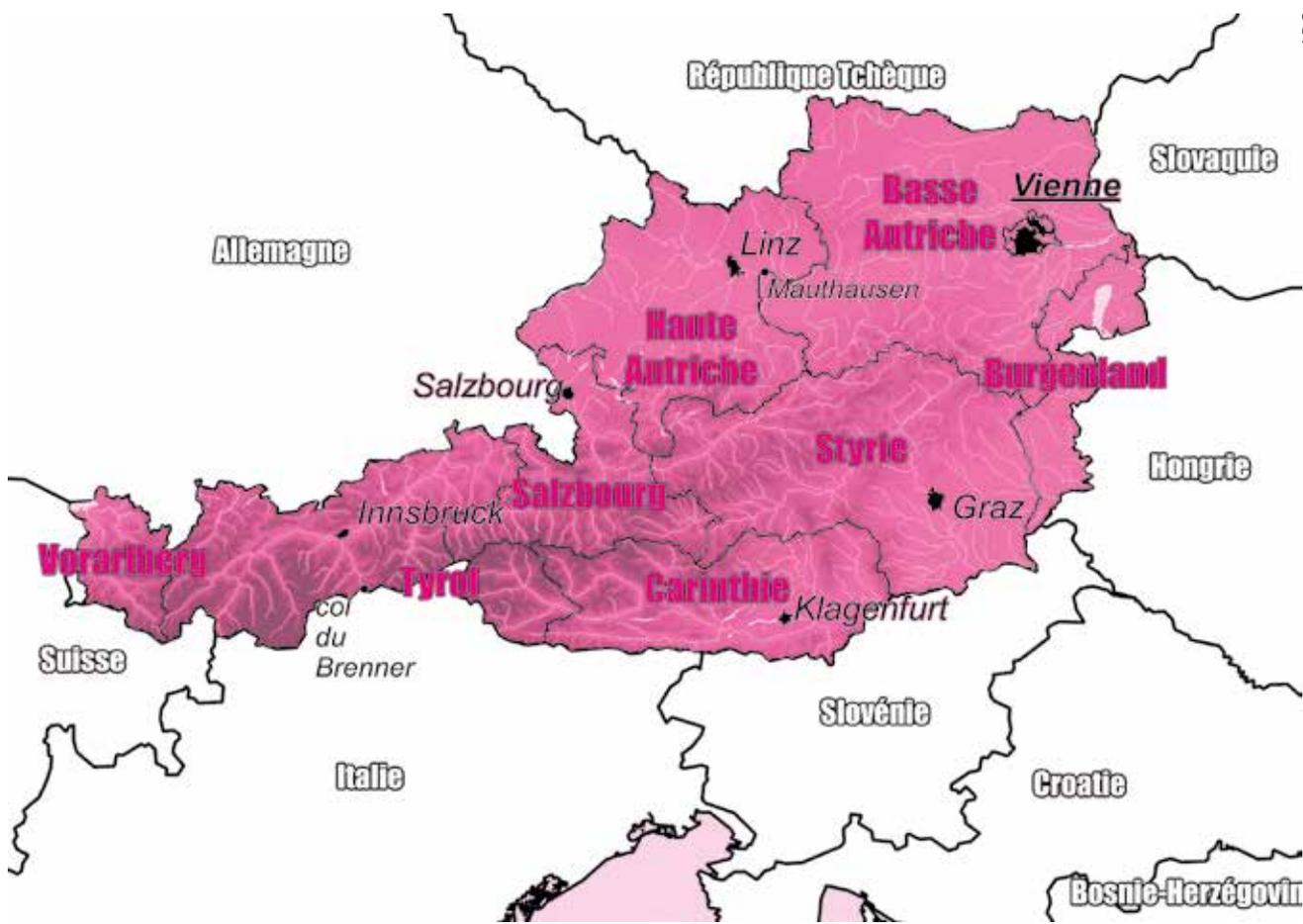
Parmi les facteurs qui ont contribué à créer une situation favorable aux idées d'extrême droite, il y eut les conditions de la défaite du Reich nazi (donc de l'Autriche qui en fit partie de 1938 à 1945), en particulier le sort que l'armée de Staline réserva à la population civile, traitée comme coupable du nazisme, ce qu'endurèrent des centaines de milliers de soldats autrichiens faits prisonniers par l'armée soviétique – pratiquement il y en eut dans chaque famille – puis maintenus en captivité dans des conditions épouvantables durant de longues années. Il y eut ensuite, bien sûr, la proximité géographique de l'Autriche avec ce qui devint rapidement après 1945 le glacis soviétique. Vienne n'était située qu'à 40 kilomètres du rideau de fer et les exactions de la bureaucratie stalinienne, en particulier l'écrasement de

l'insurrection hongroise de 1956 (environ 200 000 Hongrois se sont réfugiés en Autriche à ce moment-là), contribuèrent, comme en Allemagne, à entretenir, pendant des décennies, un fort climat anticommuniste dans de larges couches de la population.

Mais il y eut surtout le maintien en place, à tous les niveaux, d'un très grand nombre de membres de l'appareil d'État hitlérien en Autriche, ainsi que la politique de déni du passé nazi du pays, voulus et orchestrés dès la fin de la guerre par en haut, avec la complicité des Alliés.

LA FIN DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE ET LE REFOULEMENT DU PASSÉ

« Nous ne sommes pas responsables, nous aussi sommes des victimes, nous avons été occupés de force, etc. », fut le discours officiel pour expliquer l'Anschluss, l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie en mars 1938. Ainsi était gommé l'accueil triomphal réservé à la Wehrmacht lorsqu'elle franchit



La zone d'occupation française en Autriche.

la frontière autrichienne sans tirer un coup de feu, oubliée la foule immense qui vint acclamer Hitler à Vienne trois jours plus tard, comme les agressions contre les Juifs qui eurent lieu dans la capitale le soir même. Le fait que tout l'appareil d'État se mit immédiatement au service du nazisme était aussi effacé.

Certes beaucoup d'Autrichiens n'étaient pas des partisans de l'hitlérisme mais, depuis l'instauration progressive d'un régime autoritaire à partir de 1933, l'écrasement de l'insurrection ouvrière de février 1934, les cinq années (1933-1938) de la dictature de Dollfuss puis de Schuschnigg, les opposants radicaux avaient été éliminés, peuplaient les prisons, s'étaient exilés ou tentaient de survivre dans la clandestinité, et en tout cas n'avaient plus droit à la parole.

Bien sûr, en 1945 les activités nazies furent interdites et les dirigeants hitlériens autrichiens les plus en vue jugés. Mais beaucoup de condamnations furent relativement clémentes. Et surtout cela ne peut occulter que, à l'époque cruciale de la reconstruction du pays après la guerre, ce positionnement de l'Autriche comme une victime de l'Allemagne hitlérienne s'est avéré extrêmement commode pour tous ceux, possédants, politiciens, Église catholique, fonctionnaires, qui avaient soutenu le régime d'une façon ou d'une autre. Présenter les crimes nazis comme un problème spécifiquement allemand leur évita d'avoir à assumer leur part de responsabilité, mais cela favorisa aussi une amnésie générale dans la conscience collective.

On trouve certes aujourd'hui, ici ou là dans le pays, des stèles à la mémoire des victimes du nazisme et on emmène les lycéens visiter le camp de concentration de Mauthausen. Mais, jusque dans les années 1960, l'existence de ce camp, le plus

important sur le sol autrichien, n'était pas ou à peine mentionnée dans les livres scolaires d'histoire. Et quand la presse locale en parlait, c'était souvent pour dire que ce n'était pas un lieu « appartenant à la culture autrichienne ».

Car on développa alors une « identité autrichienne » fondée sur le refoulement collectif du passé. Pendant une vingtaine d'années, la vie publique et culturelle s'est ainsi caractérisée par un rejet de tout ce qui relevait du domaine allemand, alors que les deux pays partageaient tout de même une langue et une culture communes, des histoires et des économies parallèles; encore aujourd'hui les principales usines de Vienne appartiennent à Opel, Siemens, Bosch, Henkel, etc. On exalta les valeurs « éternelles » de l'Autriche, que le chancelier social-démocrate (1970-1983) Bruno Kreisky allait appeler quelques années plus tard « *l'île des bienheureux* ». Dans cette île, la situation matérielle s'était certes améliorée, mais il y régnait un conservatisme social profond: ainsi en 1968, et contrairement à l'Allemagne, la révolte de la jeunesse demeura très limitée. Cela fut favorisé par la réhabilitation rapide d'écrivains qui avaient été pronazis. Même le KPÖ, le petit parti communiste, contribua à cette mystification. L'un de ses dirigeants, Ernst Fischer, qui était secrétaire d'État à l'Éducation dans le gouvernement provisoire de 1945, décida symboliquement que le terme « allemand » ne serait plus utilisé pour désigner cette matière scolaire. Il fallait désormais parler de « langue d'enseignement »!

Ce mensonge généralisé concernant le passé persista longtemps. Ainsi, en 1986, un ancien officier de la Wehrmacht ayant appartenu à une unité responsable de nombreuses exécutions dans les Balkans, Kurt Waldheim, candidat de

l'ÖVP, fut élu président de la République. Il avait opportunément tu son passé, comme tout le personnel politique l'avait tu, alors qu'il savait bien que la Yougoslavie avait, après-guerre, demandé en vain l'inscription de Waldheim sur la liste des criminels de guerre.

Tout cela a contribué à créer un terrain favorable à la persistance et à la banalisation d'idées réactionnaires, xénophobes et d'extrême droite n'hésitant pas à s'exprimer publiquement. Cela a été en particulier le cas d'un antisémitisme profondément ancré dans les couches les plus réactionnaires de la société. Encore récemment, en 2013, un sondage réalisé pour le quotidien de référence *Der Standard* indiquait que 42 % de la population considérait que tout n'était pas si mal sous Hitler. Bien sûr, l'immense majorité des interrogés n'avait pas connu l'époque nazie, mais cela en dit long sur l'absence de tabou existant à propos de cette période.

LA RÉAPPARITION RAPIDE DE L'EXTRÊME DROITE

En 1945, le pays fut placé sous un régime d'occupation avec quatre zones, américaine, soviétique, britannique et française. C'est sous le contrôle de ces forces qu'un gouvernement d'union nationale, réunissant le SPÖ, l'ÖVP et le KPÖ d'avril 1945 à 1947, puis le SPÖ et l'ÖVP seuls à partir de 1947, eut la charge d'assurer l'ordre social et de reconstruire l'économie. Rapidement, dans le contexte de guerre froide, le centre de gravité se déplaça vers la droite. En 1947, le KPÖ, qui refusait le plan Marshall, quitta le gouvernement. Un an plus tard, l'aile gauche du SPÖ fut mise au pas et son porte-parole, Erwin Scharf, pourtant secrétaire général du parti, exclu. Mais ce ne fut pas le cas de son camarade de parti Karl Renner, qui

fut président du pays de 1945 à 1950, après avoir été un partisan de l'Anschluss, ce qui lui valut de passer la période nazie en simple résidence surveillée, pendant que de nombreux militants social-démocrates étaient pourchassés.

En avril 1948, on promulgua une amnistie en faveur de plus de 90 % des anciens nazis autrichiens, avant que les autres en bénéficient en 1953. Ils furent rétablis dans leurs droits civiques et, pour beaucoup, réintégrés dans l'appareil d'État. L'ÖVP espérait bien sûr récupérer la plus grande partie de ces nouveaux électeurs, mais le SPÖ n'hésita pas, de son côté, à accueillir dans ses rangs d'anciens membres du parti nazi, en particulier des universitaires. Il faut préciser que, parallèlement, les obstacles mis pour récupérer la nationalité autrichienne à tous ceux qui avaient fui le pays entre 1933 et 1938, au temps de la dictature de l'État corporatiste, ne furent totalement levés qu'en 1995 !

Et, début 1949, était autorisé un nouveau parti, l'Union des indépendants (VdU), dont 80 % des membres avaient appartenu au parti nazi. Quelques mois plus tard, lors des élections législatives d'octobre 1949, la VdU réalisa, avec peu de moyens, une percée remarquable avec 11,5 % des voix et fit son entrée au Parlement avec 16 députés !

La VdU, outre son électorat nostalgique du nazisme, espéra alors se renforcer encore en spéculant sur les frustrations et l'anticommunisme dominant parmi les 500 000 prisonniers de guerre revenus d'URSS, tout comme dans les populations de langue allemande expulsées de Tchécoslovaquie, de Hongrie ou de Yougoslavie. Mais, comme partout en Europe, s'amorça à partir des années 1950 une période de reprise économique qui facilita leur intégration, et la VdU enregistra un recul électoral lors des élections sui-

vantes. Elle fit alors peau neuve et se donna des allures plus respectables en se transformant en FPÖ, Parti autrichien de la liberté. Pendant toute une période, il allait stagner autour de 6 % des voix. Mais ce parti, qui possédait dès lors des cadres, des élus, un électorat modeste mais bien réel, et qui fut toujours plus important que celui du KPÖ, était installé pour longtemps dans la vie politique du pays.

LA DISPARITION DES TRADITIONS DE LUTTE

Sur le plan social, les années d'après-guerre furent des années difficiles, marquées par la misère, le rationnement des produits de première nécessité, le manque de logements et de soins. Comme partout en Europe, les gouvernements successifs firent porter l'essentiel des efforts de la reconstruction capitaliste du pays sur la population laborieuse, mais la classe ouvrière n'accepta pas cette surexploitation sans réagir. Dès 1946, des grèves éclatèrent contre le rationnement

et les salaires de misère. En 1948, une grève des ouvriers de la chaussure pour la reconnaissance d'une convention collective, dirigée par le KPÖ et dans laquelle quelques militants trotskystes jouèrent un rôle, eut un certain retentissement.

Le mécontentement culmina à l'automne 1950, à l'occasion d'un accord sur les salaires, qui se négociait en secret. Commencé fin septembre par des débrayages spontanés dans plusieurs usines de Linz, le mouvement s'étendit rapidement. En deux jours, plus de 200 000 travailleurs se mirent en grève, soit plus de 40 % des salariés de l'industrie. Pour discréditer la grève, le gouvernement inventa le mythe, largement repris par la presse, d'un putsch communiste. Bien qu'au début des années 1950 l'Autriche fût encore partagée entre quatre puissances occupantes, dont l'URSS, c'en était fini de la Sainte-Alliance qui les unissait à la fin de la guerre pour contenir une éventuelle menace prolétarienne. L'impérialisme n'avait plus besoin des services de la bureaucratie



Une manifestation ouvrière en octobre 1950.

soviétique. La politique d'isolement du bloc soviétique, la guerre froide, était engagée. Le SPÖ et la centrale syndicale unique ÖGB mirent tout leur poids pour briser le mouvement. L'ÖGB en particulier finit par envoyer des commandos, composés de syndiqués du bâtiment et emmenés par un de ses dirigeants, Franz Olah, pour attaquer les piquets de grève. La grève se termina par une défaite et l'accord sur les salaires, qui prévoyait des augmentations inférieures de moitié à l'inflation, fut maintenu. Quarante-vingt-cinq permanents furent exclus de l'ÖGB, dont son vice-président communiste, Gottlieb Fiala. Les militants qui avaient dirigé les grèves dans les entreprises furent licenciés. Dans un livre paru début 2016, la direction de l'ÖGB vient de reconnaître, 65 ans après les faits, que son attitude d'alors fut une erreur !

1955 allait être une année de changement pour le statut de l'Autriche. Les trois puissances impérialistes (États-Unis, Grande-Bretagne, France) et l'URSS signèrent à Vienne le 15 mai 1955 un traité, dit Traité d'État autrichien, reconnaissant une Autriche souveraine et neutre. En conséquence, les forces d'occupation quittaient l'Autriche le 25 octobre 1955.

Le KPÖ conserva encore une certaine influence dans les entreprises. Ce fut la répression de l'insurrection ouvrière de 1956 en Hongrie qui lui fit perdre presque tout crédit. Chacun à sa manière, la social-démocratie et le stalinisme avaient ainsi contribué à discréditer, au sein de la classe ouvrière, toute idée de changer la société. Cela conduisit à une rupture profonde avec les traditions militantes existant dans le prolétariat depuis des décennies. En l'absence d'autre perspective, ce fut dès lors le partenariat social, cette collaboration sans faille entre les dirigeants syn-



Schuessel, chef du parti conservateur ÖVP, et au volant Haider, chef du parti d'extrême droite FPÖ, dans une Porsche, le 12 juin 2000.

dicaux et le patronat, qui prédomina. Le nombre de grèves déclina considérablement et la bourgeoisie autrichienne put ainsi bénéficier de la paix sociale pour une longue période historique. Une étude récente de l'Institut der deutschen Wirtschaft, un institut économique de Cologne, portant sur les années 2006 à 2015, indique ainsi pour l'Autriche le deuxième taux de grèves le plus bas en Europe, juste avant la Suisse, qui ferme le classement : sur cette période, il y a eu en moyenne 50 fois moins de journées de grève par salarié en Autriche qu'en France. Cette situation ne facilite pas la tâche des rares groupes de militants qui font l'effort de se tourner vers la classe ouvrière, même s'ils peuvent constater que, comme partout, il est possible de s'adresser à cette dernière sur un terrain de classe, et qu'un certain nombre de travailleurs sont réceptifs à un tel langage.

L'INTÉGRATION DU FPÖ DANS LE JEU POLITIQUE

Sur le plan politique a été institutionnalisé, après la guerre, un système de partage du pouvoir baptisé Proporz (proportionnelle). Il consistait en une

répartition proportionnelle des sièges dans les assemblées, dans les exécutifs régionaux ou municipaux, mais aussi en un partage des postes dans les administrations ou à la tête des entreprises d'État. Au niveau national, des gouvernements de coalition ÖVP-SPÖ, ou vice-versa, devinrent l'habitude. Les deux partis ont ainsi gouverné ensemble pendant 43 ans sur les 71 qui se sont écoulés depuis la guerre.

L'ÖVP et le SPÖ ayant pendant quatre décennies représenté à eux deux plus de 80 % de l'électorat, ils se sont partagé l'essentiel des postes. Cette situation s'est accompagnée de son cortège de népotisme et de scandales de corruption en tout genre. Finalement la Proporz a contribué à accentuer le discrédit des deux principaux partis, et le FPÖ ne s'est pas privé de dénoncer ce partage du pouvoir organisé, alors que lui-même en a aussi bénéficié, à une moindre échelle il est vrai, et qu'il a eu lui aussi son lot de scandales.

Pendant toute cette période le FPÖ est resté nationaliste, xénophobe et anticommuniste. Il a toujours rassemblé ce qu'on appelle en Autriche les Keller-nazis (les nazis des caves), ces nostalgiques plus ou moins avoués du III^e Reich. Son pré-

sident de 1958 à 1978 fut ainsi un ancien officier SS, Friedrich Peter. Autour du FPÖ gravitent aussi depuis longtemps des confréries étudiantes nationalistes et des associations de vétérans de la Deuxième Guerre mondiale, même si ceux-ci sont, par la force des choses, de moins en moins nombreux. Mais en même temps, pour élargir son audience, le FPÖ s'est ouvert à un certain nombre d'adhérents issus de la petite bourgeoisie possédante (petits patrons, membres des professions libérales, etc.) qui pour différentes raisons étaient déçus de l'ÖVP. Tous aspiraient à s'intégrer dans le jeu politique traditionnel.

Le SPÖ comme l'ÖVP, qui se partageaient les postes mais restaient en concurrence, allaient chacun à leur tour utiliser le FPÖ dans ce jeu politique et contribuer à le rendre acceptable en lui ouvrant progressivement les allées du pouvoir.

Lors des législatives de 1970, les sociaux-démocrates, qui avec 48,4% des voix avaient manqué de peu la majorité absolue, formèrent un gouvernement dit minoritaire avec le soutien officiel du FPÖ (5,5%). Cette situation dura 18 mois. En échange de ce soutien au Parlement, le gouvernement modifia la loi électorale afin que le FPÖ ait à l'avenir plus de députés. Cette manœuvre ne gênait visiblement pas le chancelier Bruno Kreisky qui, alors qu'il était un jeune militant social-démocrate d'origine juive, avait été arrêté après l'Anschluss et avait eu la chance de pouvoir se réfugier en Suède jusqu'en 1945. Il est vrai que son gouvernement comportait six ministres du SPÖ qui avaient eux-mêmes été d'anciens nazis.

Pour faire bonne figure, en 1974 l'ÖVP offrit à son tour des postes au FPÖ dans un gouvernement régional, dans le Vorarlberg. Il allait y rester

jusqu'en 2009. En 1980, l'aile libérale du FPÖ prit le contrôle du parti sous la direction de l'avocat Norbert Steger. Et, de 1983 à 1987, le chancelier social-démocrate Franz Sinowatz fit entrer le FPÖ pour la première fois dans un gouvernement national. Ce visage prétendument plus libéral du FPÖ n'empêcha pas, par exemple, Friedhelm Frischenschlager, qui était alors ministre FPÖ de la Défense, de recevoir officiellement l'ancien officier SS Walter Reder à Graz, en janvier 1985, alors que celui-ci avait été condamné à la prison à vie en 1951 (sa peine fut réduite par la suite).

Cette participation gouvernementale ne profita pas au FPÖ, qui était en recul dans les sondages. C'est dans ces circonstances que le vieux noyau nationaliste du parti en reprit la direction, portant à sa tête, en 1986, un jeune arriviste du nom de Jörg Haider, dont le père avait été un nazi de la première heure. Il évinça l'aile libérale du parti, qui allait finir par quitter le FPÖ, et réorienta celui-ci clairement vers l'extrême droite. Pendant des années, la carrière politique de Haider fut marquée par des scandales, dont une déclaration qualifiant la Waffen SS de « *partie de l'armée allemande à laquelle il faut rendre honneur* ». Mais son cheval de bataille fut surtout une démagogie xénophobe, principalement contre les Turcs, qui représentent la principale émigration économique dans le pays, mais aussi contre tous ceux venant des pays de l'Est. En 1989, Haider fut élu gouverneur de la Carinthie avec l'aide de l'ÖVP et, pour la première fois, le FPÖ dirigea une région. Haider fut toutefois démis de son poste en 1991, après avoir fait l'éloge de la « *politique de l'emploi du III^e Reich* ». Mais il allait être réélu en 1999, et à nouveau en 2004, avec cette fois le soutien du SPÖ.

UNE PERCÉE DANS L'ÉLECTORAT POPULAIRE

C'est à partir de 1986 et de l'arrivée de Haider à sa tête que le poids électoral du FPÖ commença à augmenter: 9,73% aux législatives de 1986; 16,6% en 1990. Jusque-là, l'essentiel de ses voix provenait de l'électorat petit-bourgeois réactionnaire mais, au fil des scrutins et au fur et à mesure que le SPÖ se discréditait au pouvoir, il commença aussi à attirer des électeurs ouvriers, qui votaient auparavant très majoritairement pour la social-démocratie. Le FPÖ eut dès lors un double langage. D'un côté, il continua de s'adresser à la petite bourgeoisie, dénonça les tentatives d'instauration d'un impôt sur la fortune, revendiqua d'abaisser les taux sur les tranches supérieures de l'impôt, des aides pour les entreprises, etc. De l'autre, il mena une démagogie sociale à bon compte en se présentant comme le parti de l'homme de la rue. Il fut ainsi le premier à mettre en avant un salaire minimum à 1 700 euros, une revendication qui apparaît aujourd'hui sur les affiches du SPÖ. En octobre 2015, lors des municipales à Vienne, ses affiches présentèrent le vote en sa faveur comme une nouvelle révolution d'Octobre. Tout cela ne l'a pas empêché de voter au Parlement contre toutes les mesures un tant soit peu progressistes, en particulier sur le plan social. Mais cela est évidemment beaucoup moins médiatisé.

Le FPÖ a aussi créé sa tendance syndicale dans l'ÖGB – comme c'est la tradition en Autriche pour les différents partis politiques –, que la direction sociale-démocrate du syndicat a fini par reconnaître, en 1999. Si cette tendance est, jusqu'à aujourd'hui, demeurée minoritaire, cela aussi a contribué à renforcer la légitimité du FPÖ aux yeux d'une partie des travailleurs.

Aujourd'hui, une partie importante des travailleurs vote pour le FPÖ. Des instituts de sondage ont ainsi estimé que, lors du premier tour de la dernière présidentielle, le FPÖ avait obtenu 72 % des voix des travailleurs manuels du secteur privé qui se sont rendus aux urnes, et même 86 % lors du deuxième tour, tandis que les employés et les travailleurs de la fonction publique auraient voté majoritairement pour Van der Bellen. Ce résultat est toutefois à nuancer, car l'accès à la nationalité est plus difficile en Autriche qu'en France. Une étude récente de l'Académie des sciences estime ainsi qu'à Vienne environ 20 % de la population adulte, essentiellement dans les milieux populaires, n'a pas le droit de vote. Mais cela confirme la coupure profonde qui existe parmi les travailleurs et qu'on peut constater dans les entreprises.

Lors des élections de 1999, le FPÖ obtint 26,9 % des suffrages, devant l'ÖVP. Wolfgang Schüssel, chef de l'ÖVP, décida alors de former un gouvernement avec le FPÖ, qui allait durer jusqu'en 2007. Cette participation gouvernementale ne béné-

fia pas au FPÖ. Dès 2002, il ne recueillit plus que 10 % des voix. Le parti se divisa alors entre les partisans de l'alliance avec la droite et ceux qui y étaient hostiles. Haider, favorable à la poursuite de la coalition, quitta le parti en 2005 et créa le BZÖ (Alliance pour l'avenir de l'Autriche), avant de trouver la mort en 2008, dans un accident de voiture, alors qu'il conduisait à très grande vitesse en état d'ivresse. Cela donna lieu à des funérailles retransmises en direct à la télévision publique, auxquelles assistèrent les représentants de presque tous les partis, ainsi que le président de la République et le Premier ministre social-démocrate.

Si elle a affaibli le FPÖ, cette scission ne provoqua pas pour autant un reflux de l'extrême droite : aux élections législatives de 2008, FPÖ et BZÖ – qui perdit ensuite rapidement de l'influence – parvinrent à rassembler plus de 29 % des voix.

C'est à partir de 2005 qu'un nouveau dirigeant, Heinz Christian Strache, prit la tête du FPÖ, poursuivant la même ligne qu'avait impulsée Haider. Strache organisa ainsi des pro-

vocations calculées, comme ce meeting sur la place des Héros de Vienne le 8 mai 2011 pour célébrer les morts de la Deuxième Guerre mondiale, ce qui sous-entendait tous les morts... dont ceux de la Wehrmacht. Mais cela ne l'empêcha pas comme les autres d'aller à la mangeoire électorale.

Depuis 2015, le FPÖ participe ainsi à deux gouvernements régionaux : en Haute-Autriche avec l'ÖVP et au Burgenland avec le SPÖ. Comme tous les partis qui ne reculent pas devant la démagogie, le FPÖ est capable de dire tout et son contraire, avec le même aplomb. Il a ainsi fait tour à tour campagne pour et contre l'Union européenne. Et alors qu'il fustigeait, il y a quelques années, l'immigration « criminelle » venue de l'Est, il fait aujourd'hui la cour aux électeurs d'origine serbe, de confession orthodoxe, spéculant sur leur hostilité supposée envers les réfugiés d'aujourd'hui, qui sont principalement de confession musulmane. Car c'est l'arrivée massive des réfugiés dans le pays depuis septembre 2015 qui lui a permis de trouver un nouvel élan.



Garde militaire et discours d'hommage du chancelier Gusenbauer, du SPÖ, devant le corps de Haider...

LA VOLTE-FACE DU GOUVERNEMENT PERMET AU FPÖ D'EXPLOITER LA TRAGÉDIE DES MIGRANTS

L'immense majorité du 1,1 million de migrants qui ont rejoint l'Allemagne en 2015 a en effet transité par l'Autriche, et 90 000 d'entre eux ont fait une demande d'asile dans le pays. Dans les premiers mois, de nombreux Autrichiens, dont beaucoup ne s'étaient jamais engagés auparavant, se sont mobilisés pour accueillir des migrants et les aider, et certains continuent de le faire. Mais cette situation a aussi engendré bien des craintes, en particulier dans la classe ouvrière où, en l'absence d'une tradition de lutte vivante, beaucoup ont eu peur que cette situation contribue à tirer les salaires vers le bas. Ce sentiment d'un possible déclassement a été d'autant plus fort qu'il y a déjà depuis des années de nombreux migrants temporaires, hongrois, roumains, croates, qui travaillent souvent au noir ou n'ont d'autre choix que d'accepter des salaires de misère. Pendant le même temps, le chômage augmente, même s'il demeure relativement moins élevé que dans bien d'autres pays européens, dont la France: on recense officiellement aujourd'hui environ 400 000 chômeurs pour 8,7 millions d'habitants.

Lorsque les premiers réfugiés sont arrivés à l'automne 2015, le gouvernement a adopté, à l'instar de la chancelière allemande Angela Merkel, une posture humanitaire. On a ainsi pu voir Heinz Fischer, le président de la République, venir accueillir en personne les réfugiés à la gare de l'Ouest à Vienne, et le gouvernement répéter qu'il ne construirait pas de barrière autour du pays. Puis, à partir de janvier 2016, et à la suite des événements d'Allemagne, il a opéré une volte-face spectaculaire. Dans la nuit du nouvel



Affiche du FPÖ : « Mon plan pour Innsbruck : l'amour du pays plutôt que les voleurs marocains. »

an, à Cologne, de nombreuses femmes ont en effet été victimes d'agressions sexuelles de la part d'hommes d'origine immigrée. Cela a eu un grand retentissement en Autriche, où l'actualité allemande est toujours très présente dans les médias, d'autant que des faits similaires se sont produits dans le pays même. Depuis, la presse populaire fait régulièrement de gros titres sur les agressions contre des femmes perpétrées par des migrants alors qu'elle ne parle que très peu de faits similaires lorsqu'ils sont commis par des Autrichiens.

Ce changement brutal de la politique gouvernementale est on ne peut mieux illustré par le rôle joué par Hans Peter Doskozil. Préfet de police social-démocrate de la région frontalière du Burgenland, il a organisé l'accueil des réfugiés venant de Hongrie à l'automne 2015 et fut célébré à l'époque comme le héros humaniste de l'Autriche. Aujourd'hui, le même, devenu ministre de la Défense, a mis en place avec la même bonhomie le contrôle des frontières de l'est, y faisant poser des barbelés – ainsi qu'au col du Brenner, qui relie l'Autriche à l'Italie –, car l'ordre et la sécurité de l'Autriche seraient menacés par l'arrivée des réfugiés.

En avril 2016, le Parlement a adopté une loi d'urgence migratoire, limitant encore le droit d'asile, et un nombre maximal de 37 500 demandeurs d'asile reconnus a été fixé pour l'année en cours. Toute cette évolution a créé une ambiance délétère, où chacun tente de se distinguer en faisant de la surenchère. Ainsi le gouvernement régional de Haute-Autriche a récemment proposé, ce qui pour l'instant n'a pas été accepté par le ministère de l'Éducation, d'interdire aux enfants issus de l'immigration l'utilisation de leur langue maternelle en dehors des heures de cours, c'est-à-dire dans les cours de récréation.

En reprenant ainsi les thèmes du FPÖ, le SPÖ comme l'ÖVP ont contribué à renforcer ce dernier. Beaucoup pensent que, si maintenant même le gouvernement le dit, c'est que le FPÖ a raison. Tous les électeurs sensibles à cette propagande ne sont pour autant pas forcément racistes. Mais ils cèdent aux explications répétées en boucle sur le thème : « L'Autriche est un petit pays qui a déjà accueilli beaucoup de réfugiés, alors que les autres pays européens se refusent à le faire. L'Autriche ne peut pas tout faire toute seule. Il n'y a pas d'autre solution que de protéger les

frontières et de limiter les arrivées.» Bien sûr, pour résoudre les problèmes matériels engendrés par l'arrivée des réfugiés, personne ne parle d'utiliser les milliards qui ont été déversés pour sauver les banques depuis la crise de 2008 ni, par exemple, de réquisitionner les dizaines de milliers de logements inoccupés qui existent rien qu'à Vienne.

Dans ce contexte, le FPÖ n'a plus qu'à renchérir : il parle de renvoyer plus de réfugiés hors des frontières, de limiter leur accès aux soins car cela coûterait trop cher, etc. Mais le terrain sur lequel il sème a été labouré par tous les politiciens.

RENOUER AVEC LES TRADITIONS DE LUTTE DE CLASSE

Si Hofer finit par être élu président de la République, ce cours réactionnaire s'accroîtra bien sûr, aucun parti ou politicien ne voulant céder sur le terrain de la démagogie anti-réfugiés et sécuritaire. Mais le FPÖ vise surtout les prochaines législatives prévues à l'automne 2018, si elles ne sont pas anticipées. Tout indique qu'il risque d'en sortir vainqueur. Mais il lui faudra alors trouver un partenaire pour gouverner. L'ÖVP et le SPÖ y sont en tout cas ouverts. Du côté social-démocrate en tout cas, l'ancien chancelier Franz Vranitzky et le président de l'ÖGB Erich Foglar se sont déjà prononcés pour une telle solution.

Au-delà des nouvelles combines politiciennes qui se préparent, tout cela n'augure évidemment rien de bon pour les réfugiés, pas plus que pour les immigrés en général. Le climat actuel a libéré la parole raciste dans une partie de l'électorat et le nombre de délits d'extrême droite recensés par la police est en augmentation. Les agressions contre des migrants

demeurent toutefois rares et sont, pour l'instant, le fait d'individus isolés. Mais ce climat a aussi renforcé des groupes néonazis, jusqu'ici quasi inexistants, comme les Identitaires, qui sont actifs depuis deux ans.

L'essor du FPÖ ne peut que renforcer encore la division au sein du monde ouvrier. Cela pourrait aussi créer une situation favorable pour faire passer de nouvelles attaques contre la population laborieuse. Depuis des années de telles attaques se sont déjà multipliées, comme partout, avec des privatisations, fermetures d'entreprises et d'écoles, l'alignement progressif de l'âge de la retraite des femmes sur celui des hommes, la limitation des préretraites, etc. Mais les dirigeants politiques autrichiens n'ont pas fait le choix d'attaquer le monde du travail de façon aussi brutale que cela a été le cas en Allemagne avec les mesures Hartz IV ou en France avec la récente loi travail. Il existe encore un certain nombre de filets sociaux, comme la Mindestsicherung, un revenu minimum de l'ordre d'environ 860 euros par personne au total. À Vienne, par exemple, 60 % des habitants vivent dans des HLM ou des logements subventionnés, avec

pour beaucoup des loyers de 200 ou 300 euros. Mais depuis longtemps une partie du patronat et du personnel politique rêve de s'attaquer plus frontalement à tout cela.

Le succès du FPÖ, en particulier dans les milieux populaires, souligne en tout cas la perte profonde de repères dans la classe ouvrière. Les travailleurs d'Autriche, s'ils ne veulent pas faire les frais des attaques de la bourgeoisie et des prochains gouvernants, quels qu'ils soient, devront sortir des illusions du repli sur soi. Pas plus que ceux des autres pays, ils ne pourront faire l'économie de la lutte pour changer cette société, seule véritable réponse à la sinistre démagogie de l'extrême droite. Face à cette évolution, il serait indispensable que renaisse un véritable parti communiste, qui soit capable de s'adresser à ces travailleurs déboussolés, en dénonçant à la fois la politique pro-patronale de la social-démocratie, mais aussi les mensonges, le racisme et la démagogie du FPÖ. Ce parti devrait aussi s'appuyer sur des luttes ouvrières, même limitées, propres à redonner confiance aux travailleurs. C'est un chemin long et difficile, mais indispensable.

20 octobre 2016



Manifestation du SPÖ, le Premier mai 2015.



Les frères ennemis : Fethullah Gülen et l'actuel président de la Turquie, Recep Tayyip Erdoğan.



Turquie : des confréries religieuses en lutte pour le butin

La tentative de coup d'État du 15 juillet dernier en Turquie et ses suites ont mis au premier plan le conflit qui oppose le gouvernement Erdogan à la confrérie de l'imam Fethullah Gülen, qu'il accuse d'avoir été l'inspirateur des militaires qui voulaient le renverser. Ainsi, dans la République turque proclamée par Mustafa Kemal, qui se définit comme laïque et où sectes et confréries sont en principe proscrites, celles-ci n'en continuent pas moins d'exister, au point d'être au centre d'une crise politique.

La secte de l'imam Gülen n'est pas une exception : les confréries n'ont jamais cessé de structurer une grande partie de la société turque et ont pu le faire d'autant plus que la laïcité du régime tout comme l'interdiction des sectes n'ont jamais eu qu'une valeur très relative.

Sous le régime du sultanat, il n'existait aucune institution sociale moderne, ni dans le domaine de l'éducation, ni dans celui de la santé ou dans d'autres. De fait, l'Empire ottoman ne connaissait pas d'autres services d'aide sociale que ceux qui s'organisaient autour des mosquées et des diverses confréries musulmanes.

La république instituée en 1923 par Mustafa Kemal au terme de la guerre d'indépendance ne se borna pas à déposer le sultan. Elle abolit en même temps le califat, l'organisation qui dans l'Empire contrôlait toutes les activités religieuses. Il fut remplacé par un ministère spécial, le Diyanet (Diyanet İşleri Bakanlığı – ministère des Affaires religieuses), et les confréries furent interdites. Mais elles étaient bien trop profondément ancrées dans la société pour disparaître et continuèrent à exister de façon plus ou moins secrète.

Aujourd'hui le Diyanet ne reconnaît toujours pas officiellement ces confréries. Mais il les reconnaît de fait, par le biais des associations d'entraide ou d'éducation qu'elles se sont données. L'enseignement religieux donné dans les écoles a recours à leurs livres, la plupart d'entre elles faisant référence à l'islam sunnite, majoritaire en Turquie. Les principales de ces sectes sont celles des Nurcular, des Nakşibendi, des Kadiri et des Süleymanci. Toutes sunnites, elles sont ainsi reconnues de fait par le Diyanet, les deux premières étant les plus importantes.

Pour sa part, le président de la République Recep Tayyip Erdogan est issu de la confrérie Nakşibendi, tandis que Fethullah Gülen est issu de celle des Nurcular. Le conflit entre les deux hommes reflète ainsi en grande partie un conflit entre deux sectes, mais qui n'a rien d'un conflit autour de la doctrine musulmane et de son interprétation. Les sectes constituent de puissants réseaux de clientèles et d'intérêts économiques, entre lesquels les frictions sont inévitables. En dehors des quatre déjà citées, il en existe d'ailleurs des dizaines

d'autres, dont les bases religieuses ne sont que la couverture de tels groupes d'intérêts, constitués d'abord à un niveau local ou autour de fidélités personnelles et ayant pris parfois une plus grande extension. Dans tous les cas, leur principale base sociale est la petite bourgeoisie commerçante et affairiste d'une ville ou d'une région.

L'histoire de la secte des Nurcular est sans doute à l'image de celle de bien d'autres. Son inspirateur, Said, considéré par beaucoup comme un simple charlatan, est né en 1873 dans le village de Nurs, près de Bitlis, dans l'Est anatolien. Après une très courte formation religieuse, il se rendit à Istanbul pour récolter des fonds en vue de former une école coranique du nom de Zehra. Il se mêla rapidement de politique, participant à un soulèvement réactionnaire télégué par le sultan et dirigé contre l'organisation des Jeunes-Turcs qui allait être à la tête de la révolution de 1908. Par la suite, Said fut arrêté et emprisonné mais, sous le nom de Said-i-Nursi, il poursuivit sa lutte contre les tentatives de réforme de l'Empire annoncées par la révolution jeune-turque.

Après la fondation de la république en 1923, Saïd rencontra Mustafa Kemal à Ankara, pensant que celui-ci maintiendrait le califat. Ayant compris que ce ne serait pas le cas, il se rendit à Van, dans l'est, pour mener le combat contre la république, écrivant de nombreux articles pour expliquer sa vision des choses et défendre le retour au califat, avant d'être arrêté et mis en hôpital psychiatrique. Saïd mourut en 1960 à Urfa, mais sa secte des Nurcular allait continuer de connaître un développement important. Elle donna lieu dans les années 1960 à deux scissions : celle des Yazıcılar et celle des Okucular. Fethullah Gülen, lui, resta au sein des Nurcular et, par le biais de son mouvement Hizmet (le Service), il allait permettre à cette confrérie d'acquérir une influence sans précédent.

LE « CAPITAL ANATOLIEN » ET L'ISLAMISME POLITIQUE

Au sein de la République turque, les confréries ne furent d'abord que des groupes de pression dispersés, avant que l'enrichissement de leur base sociale leur donne suffisamment de moyens pour qu'elles tentent de jouer un rôle politique national. Le premier à exprimer cette tendance fut Necmettin Erbakan, candidat libre aux élections présidentielles de 1969, qui fonda le parti Milli Görüş, nom que l'on peut traduire par Perspective nationale. Erbakan disait vouloir représenter le « capital anatolien », autrement dit les commerçants et les petits capitalistes de la Turquie profonde, qu'il opposait aux riches bourgeois des villes de la Turquie occidentale. Ce n'était que le premier pas sur la voie d'un véritable islamisme politique.

En 1970, dans le sillage du courant de Milli Görüş fut fondé le Milli Nizam Partisi,

ou Parti national de l'ordre. Il était impulsé par un dirigeant de la secte Nakşibendi, mais ceux qui apparaissaient sur le devant de la scène étaient deux ex-députés d'un parti de droite, le Parti de la justice de Süleyman Demirel, eux-mêmes affiliés à la secte des Nurcular. Tout comme l'AKP aujourd'hui, c'était donc déjà le produit d'une alliance entre les deux principales sectes. Mais ce fut encore Erbakan, de la secte Nakşibendi, qui devint le principal porte-parole du Milli Nizam Partisi.

Ce parti fut interdit en janvier 1972, comme conséquence du coup d'État militaire du 12 mars 1971, et Erbakan dut se réfugier en Europe. Mais peu après se forma un nouveau parti islamiste, le Milli Selamet Partisi (MSP), ou Parti du salut national, au sein duquel se retrouvaient trois grandes sectes, les Nakşibendi, les Nurcular et les Kadiriler, les Nakşibendi ayant la prépondérance. Le MSP allait se développer durant les années suivantes, au point d'être associé au pouvoir par le biais d'un gouvernement de coalition composé du Parti de la justice de Demirel et du CHP kémaliste.

LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE DU 12 SEPTEMBRE 1980

Le coup d'État militaire du 12 septembre 1980 intervint après une période d'agitation sociale et politique. Ses auteurs interdirent les partis et envoyèrent un certain nombre de politiciens en prison, tout en déclarant que, après avoir remis de l'ordre dans la vie politique, ils ne manqueraient pas de redonner progressivement le pouvoir aux civils

Ce fut le cas à partir de 1983, avec l'apparition du parti ANAP (Anavatan Partisi – Parti de la mère patrie). Son principal dirigeant fut Turgut Özal, patron

d'une petite entreprise et néanmoins représentant du syndicat patronal de la métallurgie. Plus important encore, c'était un ex-dirigeant du MSP, dont il avait été le candidat malheureux aux élections législatives à Izmir, et un affilié des Nakşibendi. Özal allait gagner les élections législatives et devenir Premier ministre, puis président de la République, dans un régime où le pouvoir des militaires restait prépondérant.

Parallèlement à l'ANAP, un parti islamiste réapparaissait ouvertement, prenant la suite du MSP qui avait été dissous en septembre 1980 en même temps que les autres partis. Ainsi naquit en 1983 le Refah Partisi (RP – Parti du bien-être) à la tête duquel on retrouvait Necmettin Erbakan, le fondateur de Milli Görüş. En fait, les généraux kémalistes auteurs du coup d'État de 1980, tout en se proclamant gardiens de la laïcité de la Turquie, voulaient s'assurer l'alliance des milieux islamistes. Ils estimaient qu'il fallait éradiquer les idées communistes ou simplement de lutte de classe, dont l'influence s'était développée au cours des années 1960 et 1970 et qu'ils rendaient responsables des tensions qui avaient marqué cette période. Pour cela, ils cherchaient tout naturellement le secours des milieux réactionnaires et de la religion, en tant qu'outil idéologique apte à battre en brèche les influences révolutionnaires. Ce fut ainsi le régime militaire qui introduisit les cours de religion dans les écoles. C'est également sous le pouvoir des militaires que l'on commença à construire plus de mosquées que d'écoles.

En même temps, les mesures économiques libérales adoptées avant même le coup d'État faisaient leur effet. Tout en remettant en cause les salaires et les droits conquis par les travailleurs dans la période précédente, elles favorisèrent l'essor

de la bourgeoisie et du « capital anatolien », en particulier celui représenté par les confréries. Les privatisations décidées par le gouvernement Özal allèrent dans le même sens, en favorisant particulièrement ses proches et donc les Nakşibendi.

L'enrichissement de cette bourgeoisie islamiste se concrétisa en 1990 par la formation d'une confédération du patronat islamiste, la Müsiad (Müstakil Sanayici ve İş Adamları Derneği – Association des industriels et hommes d'affaires indépendants). Contestant l'hégémonie de la confédération patronale Tüsiad fondée en 1970 (Türk Sanayicileri ve İşadamları Derneği – Association des industriels et hommes d'affaires de Turquie), la Müsiad affirmait sa vocation à représenter non seulement le patronat anatolien en plein essor, mais celui de toute la Turquie. Contrairement à ses prétentions, ce patronat anatolien devait son développement moins aux qualités supposées de petits entrepreneurs pleins d'initiative et ayant le goût du risque qu'aux protections dont il disposait de la part de politiciens haut placés, eux-mêmes enclins à favoriser leur clientèle par le biais des confréries.

Quant à être anatolien, ce patronat islamiste sut aussi quitter les bourgades de la Turquie profonde, au point qu'aujourd'hui 70 % des adhérents de la Müsiad se trouvent à Istanbul, Izmir ou Ankara. La concurrence n'en continue pas moins entre les deux confédérations patronales, dont l'une représenterait le patronat moderne et occidentalisé de l'establishment traditionnel et l'autre les patrons plus traditionalistes. Mais il se dit aussi que la seule vraie différence entre le patronat de la Tüsiad et celui de la Müsiad est que le premier se retrouve autour d'un

cocktail et le second autour de l'iftar, le repas de fin de jeûne musulman.

En 1994, 1999 et 2001, l'économie turque connut une série de crises, au cours desquelles la concurrence et la confrontation entre les deux organisations patronales prirent de l'ampleur. En même temps, les partis islamistes gagnaient en influence. En 1994, profitant du discrédit des partis traditionnels et en particulier du CHP social-démocrate, le Refah Partisi put conquérir les municipalités d'Istanbul et d'Ankara en faisant campagne sur le programme d'une société équitable. Un des jeunes disciples d'Erbakan, Recep Tayyip Erdoğan, fut élu maire d'Istanbul.

L'ascension du RP se poursuivant, il remporta les élections législatives suivantes et, en 1996, Erbakan devint chef du gouvernement. Ce fut néanmoins pour peu de temps. En effet les frictions entre les mi-

lieux kémalistes et les milieux islamistes s'accroissaient. Les chefs de l'armée s'élevaient contre les entorses faites par le gouvernement d'Erbakan à la laïcité de l'État turc. Bien plus que d'une bataille sur les principes, il s'agissait évidemment d'un conflit de pouvoir. Les militaires acceptaient mal de voir le parti islamiste tenter de battre en brèche leur prépondérance, tandis que du côté de la bourgeoisie le patronat lié à la Tüsiad se plaignait du favoritisme du gouvernement islamiste à l'égard de la Müsiad et des capitalistes liés aux confréries.

Le conflit éclata au grand jour lorsque le maire de la ville de Sincan, en banlieue d'Ankara, fit adopter une résolution recommandant l'application de la loi islamique, la charia. En guise de coup de semonce, l'armée fit défiler ses chars dans les rues de la ville, le 4 février 1997. Le 28 février, un mémorandum du Conseil national de sécurité



Necmettin Erbakan, fondateur en 1983 du parti islamiste Refah Partisi (le parti du bien-être).

intima au gouvernement Erbakan le respect de la laïcité. À la suite de ce qu'on allait appeler le coup d'État post-moderne, sans prise du pouvoir par les militaires mais avec une claire menace de leur part, Erbakan dut démissionner tandis qu'une procédure d'interdiction était lancée contre le RP.

Le coup de 1997 n'allait cependant stopper ni la progression de la nouvelle bourgeoisie anatolienne, ni celle du parti islamiste qui lui était lié. Celui-ci s'appuyait désormais sur les municipalités de plusieurs grandes villes. Tandis que les crises économiques successives et les scandales de corruption accéléraient le discrédit des sociaux-démocrates et des différents partis bourgeois dits laïques, les maires islamistes pouvaient se vanter d'apparaître comme de bons gestionnaires des affaires publiques, plus soucieux d'améliorer la vie des populations que de se servir eux-mêmes.

Le RP d'Erbakan fut bien dissous en 1998 sur décision de la Cour constitutionnelle pour violation du principe de séparation de la religion et de l'État, mais un nouveau parti, le Parti de la vertu (Fazilet Partisi – FP) prit aussitôt sa place. Lui aussi fut dissous en 2001, pour les mêmes raisons, mais le groupe de ses jeunes loups, formé autour d'Erdogan et d'Abdullah Gül, avait déjà pris ses distances avec lui en se disant favorable à la séparation de la religion et de l'État. Cette prise de position officielle, qui au fond ne lui coûtait rien, lui permit de fonder un nouveau parti, l'AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi – Parti de la justice et du développement), sans risquer une interdiction analogue. Profitant de la déconfiture du gouvernement social-démocrate de Bülent Ecevit au sortir d'une crise financière, l'AKP sortit vainqueur des élections de novembre 2002. Ce furent alors

Abdullah Gül puis Erdogan qui formèrent le gouvernement.

L'AKP ET LA CONFRÉRIE GÜLEN

L'AKP avait réussi à faire converger en son sein la plupart des politiciens islamistes, ainsi qu'un certain nombre d'autres issus de partis dits laïques en déconfiture. Il bénéficiait aussi de l'appui des confréries les plus puissantes, en particulier de celle des Nakşibendi et de celle des Nurcular, et de sa vitrine légale, le mouvement Hizmet de Gülen. L'AKP bénéficiait ainsi d'une solide base électorale, qui allait encore s'élargir grâce à la période de prospérité qu'allait vivre le pays. Mais, au sein de celle-ci, l'apport du mouvement Gülen était relativement mineur, sa spécificité étant de s'être développé essentiellement dans les institutions et les milieux dirigeants.

Fethullah Gülen, issu d'un milieu islamiste réactionnaire, serait entré en contact avec les réseaux anticommunistes développés par l'Otan au sein de l'armée turque dès ses années de service militaire. Il allait ensuite poursuivre sa carrière de prédicateur dans le même esprit, tout en gardant des liens avec certains membres de l'état-major de l'armée turque et en jouant un rôle actif dans l'Association pour la lutte contre le communisme (Komünizmle Mücadele Derneği), fondée dès le début de la guerre froide avec l'aide de la CIA.

Le soutien des États-Unis n'allait jamais lui faire défaut par la suite. C'est avec ce soutien que la confrérie de Gülen, nommée suivant les cas Cemaat (la Communauté) ou Hizmet, commença dès les années 1970 un travail systématique d'implantation dans l'appareil de la police, de la justice, dans l'armée et dans l'enseignement. Disposant de fonds importants

grâce à l'appui du patronat lié à la confrérie, mais aussi sans doute grâce à ses liens aux États-Unis et à l'aide de la CIA, le réseau investit particulièrement dans la mise sur pied d'écoles privées, jusque dans de très nombreux pays. En Turquie, il aurait contrôlé jusqu'à 4 000 écoles, avant que le gouvernement Erdogan ne décide leur fermeture ou leur prise de contrôle. Mais il faut en ajouter plus de 500 dans le monde, notamment en Asie centrale et en Afrique. Elles sont au nombre de 24 en Allemagne, le pays européen où la secte est la plus représentée, avec également 150 cours de soutien et 300 associations, supervisés par 2 000 permanents. Aux États-Unis, le mouvement compte 150 écoles dites écoles charter. Plus d'un million de jeunes scolarisés auraient ainsi pu être en contact avec le mouvement Hizmet.

La période de prospérité qu'a connue la Turquie au cours des années 2000 a naturellement enrichi toute la bourgeoisie, et en particulier celle des confréries, et leur a permis d'élargir encore leur influence. La confrérie Gülen a profité en particulier, au sein de l'appareil d'État, de la mise à l'écart du vieux personnel de tradition kémaliste. La privatisation de l'enseignement lui a permis de contrôler notamment les écoles de la police, au point que 80 % des cadres de celle-ci auraient été liés au mouvement Gülen. Jusqu'à ce que la guerre éclate entre celui-ci et la tendance majoritaire de l'AKP, liée à Erdogan.

Cette guerre aurait commencé de façon larvée dès 2009. Erdogan, constatant l'emprise croissante d'Hizmet dans la police, la justice et l'enseignement, aurait alors commencé à prendre des mesures pour la limiter, placer ses hommes de confiance aux postes de responsabilité et lui barrer la route

des services de renseignement, le MIT. C'est le 7 février 2012 que la fracture commença à apparaître au grand jour, quand un procureur doté de pouvoirs exceptionnels convoqua le chef du MIT pour une audition au sujet des pourparlers secrets entamés par celui-ci avec le PKK, dans lesquels le MIT en réalité ne faisait qu'obéir à Erdogan et à ses tentatives de trouver un accord avec le mouvement de guérilla kurde. Dès lors, la guerre entre les fidèles de Gülen et ceux d'Erdogan n'allait plus cesser au sein de l'appareil d'État et des institutions, à coups de purges successives, de manœuvres judiciaires, de procès et d'arrestations. Jusqu'à ce que la tentative de coup d'État du 15 juillet dernier donne le signal d'une vague d'épuration de grande ampleur, véritable contre-coup d'État par lequel Erdogan voudrait éliminer tous les suspects de proximité avec la confrérie Gülen et retirer à celle-ci tous les moyens de son influence.

Malgré cette vague d'épuration, rien ne dit qu'Erdogan ait vraiment gagné la partie, que ce soit contre la secte Gülen ou contre des tentatives de coup de force qui pourraient venir de l'armée. L'incroyable guerre de cliques qui se livre depuis des années dans les allées du pouvoir prouve en tout cas que la bourgeoisie turque a bien du mal à se passer de cet arbitre suprême qu'a été pour elle, pendant des années, le pouvoir militaire.

LUTTES ACHARNÉES POUR UN BUTIN QUI SE RÉDUIT

L'armée turque, depuis Mustafa Kemal, s'est proclamée la gardienne d'une laïcité qui, comme on l'a vu, est en fait

très relative. Plus que d'instituer une véritable extériorité de l'État à l'égard des institutions religieuses, il s'agissait de mettre celles-ci sous contrôle, afin d'empêcher qu'elles puissent constituer des pouvoirs parallèles, un peu à la façon dont la monarchie anglaise a institué l'Église anglicane pour ne pas avoir à domicile un appareil contrôlé par le pape de Rome. Mais la révolution kémaliste, œuvre de l'appareil militaire, était une révolution par en haut, bien incapable de bouleverser profondément les structures sociales, et d'ailleurs ne le cherchant pas. Même si les confréries furent formellement interdites, leur assise dans la société s'est maintenue. Elle s'est renforcée parallèlement au développement de la bourgeoisie, à qui les confréries fournissaient des moyens d'accroître son influence et de consolider ses clientèles. Le pouvoir militaire, tout en tentant de défendre ses prérogatives en se drapant dans le drapeau de la laïcité de l'État, a lui-même contribué à l'emprise croissante de la religion et ainsi fourni à des confréries telles que celles de Gülen ou d'Erdogan les moyens de se développer. L'islamisme politique turc a alors gagné en puissance, en se faisant l'expression de cette bourgeoisie des confréries.

Dans le conflit entre les partisans de Gülen et ceux d'Erdogan, les premiers apparaissent aujourd'hui comme défendant une politique plus proche des États-Unis, qui les ont largement soutenus, tandis que les autres tâtonnent à la recherche d'autres appuis. Mais cette différence reste très circonstancielle. L'essentiel est cet affrontement entre des confréries qui sont de vastes mafias, atta-

chées avant tout à se tailler des sphères d'influence, à s'approprier un butin en le disputant à leurs concurrentes, quitte à brandir des prétextes dont elles peuvent facilement changer.

De telles luttes font sans doute partie de l'histoire de toutes les bourgeoisies, avec pour chacune des caractéristiques spécifiques, mais elles sont d'autant plus acharnées que la masse de profits à se partager se réduit. Dans le cas de la Turquie, si Erdogan a pu parler quelque temps d'un néo-ottomanisme qui aurait ouvert à la bourgeoisie turque de vastes perspectives de développement, il est clair maintenant qu'il s'agissait d'un rêve. Le chaos dans lequel ont sombré la Syrie, l'Irak et l'ensemble du Moyen-Orient réduit les possibilités de bonnes affaires. La crise économique mondiale elle aussi tend à réduire les marges de développement de la bourgeoisie turque. Enfin, les tentatives du gouvernement Erdogan de faire jouer à la Turquie le rôle de grande puissance régionale se heurtent aux ambitions concurrentes de l'Iran et d'autres, et surtout au veto des États-Unis et de l'impérialisme. Ceux-ci préfèrent une région divisée à une région où l'une des puissances locales deviendrait trop dominante.

Les luttes entre les fractions de la bourgeoisie incarnées par les confréries de Gülen, d'Erdogan et d'autres ont donc toutes les raisons de continuer, avant peut-être d'être arbitrées pour un temps par l'armée. Leur avidité au gain, leur acharnement à se disputer les places et les postes d'influence, et même à s'arracher les capitaux, sont au fond à l'image d'une bourgeoisie décadente... avant même de s'être vraiment développée.

25 octobre 2016



Susanna Camusso, Carmelo Barbagallo et Anna-Maria Furlan le 1^{er} mai 2016. Les dirigeants de CGIL, UIL et CISL veulent s'assurer le monopole de la représentation syndicale.





Italie: syndicats confédéraux, « syndicats de base » et limites du syndicalisme

Les attaques menées par la bourgeoisie italienne contre les droits des travailleurs, qui se sont succédé pratiquement sans interruption depuis les années 1980, n'auraient pas été possibles sans la collaboration des confédérations syndicales, et en premier lieu des trois grandes confédérations CISL, UIL et CGIL.

Les deux premières confédérations, traditionnellement d'inspiration catholique pour l'une, social-démocrate pour l'autre, ne pouvaient que se prêter aux attaques contre les travailleurs. Mais la CGIL, confédération la plus influente dans la classe ouvrière, liée historiquement au Parti communiste, a pris elle aussi dès la fin des années 1970 le tournant dit « des compatibilités », indiquant clairement que, dans l'intérêt de la bourgeoisie, elle adapterait dès lors ses revendications à ce que celle-ci pourrait accepter.

La CGIL emboîtait ainsi le pas à la stratégie dite du « compromis historique » adoptée par le Parti communiste et consistant à démontrer ses capacités de parti de gouvernement en apportant son soutien aux politiques d'austérité. Les luttes ouvrières des années 1969-1970 avaient contraint le patronat italien à des concessions, tant sur le plan économique qu'en matière de droits des travailleurs. Mais la bourgeoisie entendait désormais les reprendre, d'autant plus que la fin de la période de croissance, l'évolution de toute l'économie capitaliste vers la stagnation réduisaient ses marges de manœuvre. Le Parti communiste, alors dirigé

par Enrico Berlinguer, se montrait prêt à l'y aider, tout comme la CGIL pour le volet syndical.

LE DÉVELOPPEMENT DES « SYNDICATS DE BASE »

Les attaques du patronat et du gouvernement ne sont pas passées sans provoquer de réactions dans la classe ouvrière. Ce fut le cas en 1984, lorsque le gouvernement Craxi mena une première attaque contre l'échelle mobile des salaires alors en vigueur en Italie. Ce fut le cas encore en 1992, lorsque le gouvernement Amato mit définitivement fin à cette échelle mobile des salaires avec l'accord des trois confédérations syndicales, ou encore en 1994, lorsque le gouvernement Berlusconi mena une première attaque contre les retraites. Ce fut le cas encore durant les années 2000, lorsque patronat et gouvernement s'en prirent à l'article 18 du Statut des travailleurs et à la protection contre les licenciements qu'il comportait. À chacune de ces étapes, l'attitude des confédérations syndicales oscilla entre la collusion ouverte avec le patronat et le gouvernement et une opposition de façade se gardant bien d'organiser une

véritable contre-offensive des travailleurs.

C'est dans cette situation que l'on a assisté dès les années 1980 à la multiplication des « syndicats de base ». De nombreux militants, face à la politique des confédérations syndicales, tentèrent de s'y opposer en mettant sur pied des syndicats alternatifs. Dans bien des cas, ils purent le faire en s'appuyant sur ces réactions de travailleurs décidés à mettre en échec les attaques dont ils étaient l'objet.

Ce fut le cas d'abord en particulier dans les services publics. Ainsi naquirent le Comu (Comitato dei macchinisti uniti), regroupant les agents de conduite des chemins de fer de l'État, puis les Cobas, autrement dit les comités de base, de l'école publique, dont l'exemple fut suivi dans d'autres secteurs. Selon les militants à l'origine de ces syndicats de base, il s'agissait, face à la collaboration de classe ouvertement pratiquée par les confédérations, de donner vie à des organisations représentant effectivement les travailleurs de façon démocratique et même, pour certains, de reconstruire un véritable syndicat de classe.

Cette idée de créer de nou-

veaux syndicats, contestant aux appareils bureaucratiques leur prétention de représenter la classe ouvrière, eut du succès, en particulier durant toutes les années 1990, au cours desquelles les directions confédérales vinrent prêter main-forte aux attaques antiouvrières de la bourgeoisie, qu'il s'agisse de la question des retraites ou de la signature de contrats collectifs nettement en retrait. On assista donc à leur multiplication, souvent sous l'impulsion de militants d'extrême gauche ou proches de celle-ci, qui voyaient là la possibilité de mener dans leur entreprise une activité syndicale échappant à la tutelle des appareils en place et à leur complicité plus ou moins ouverte avec le patron.

Il s'agissait aussi, pour nombre de militants, de trouver un substitut à une activité politique que l'éclatement et la décomposition des organisations d'extrême gauche semblaient de plus en plus priver de perspectives. Beaucoup allaient en venir à théoriser le refus de toute organisation politique et l'idée que le syndicalisme et les luttes de la base pourraient en constituer le dépassement. Certains retombaient ainsi sans le savoir sur les conceptions des syndicalistes révolutionnaires du début du 20^e siècle, sans pour autant en avoir les qualités.

Il faut ajouter que, de leur côté, les appareils syndicaux CGIL-CISL-UIL étaient de toute évidence soulagés de voir des militants les quitter pour créer de petits appareils minoritaires, alors qu'ils auraient pu constituer en leur sein des oppositions gênantes. Dans bien des cas, les appareils ne laissaient d'ailleurs pas le choix aux militants contestataires, en les excluant ou en ne leur permettant qu'une activité marginale.

DE L'UTOPIE À LA RÉALITÉ

Les syndicats de base allaient vite se montrer fort éloignés de l'utopie du véritable syndicat de classe qui avait fait les rêves de certains. La réalité allait se montrer bien plus forte.

Pourtant, leur développement répondait à un mécontentement profond. Ainsi, en septembre 1992, les dirigeants confédéraux furent hués par les travailleurs dans toutes les villes où ils tentaient d'expliquer leur choix d'accepter l'abolition du système d'échelle mobile qui protégeait un peu les salaires des conséquences de l'inflation. Un peu partout, ils ne purent parler qu'en s'abritant derrière des boucliers en plexiglas pour se protéger des tomates ou même des boulons qui leur étaient lancés. Il faut cependant remarquer que cette protestation, toute massive qu'elle fût, restait au fond dans le cadre syndical. Si les travailleurs ne se privèrent pas de faire savoir aux dirigeants confédéraux ce qu'ils pensaient d'eux, nulle part on ne les vit décider de réagir avec leurs propres moyens de lutte. Dans aucune entreprise impor-

tante on ne vit les travailleurs passer outre aux décisions des chefs syndicaux et se mettre en grève contre la suppression de l'échelle mobile.

Implicitement ou explicitement, beaucoup de travailleurs considéraient qu'avant d'être une question de rapport de force avec le gouvernement et le patronat, le problème posé était celui des dirigeants syndicaux. Ceux des confédérations se montrant décidément prêts à toutes les compromissions, il fallait donc s'en donner d'autres. La création des syndicats de base entraînait en résonance avec ce sentiment.

Dans le secteur de l'industrie automobile, une expérience importante fut celle des militants de l'usine Alfa Romeo d'Arese, en banlieue milanaise, qui dans leur lutte pour secouer la tutelle des syndicats confédéraux donnèrent vie eux aussi à un syndicat de base. Après certains succès à l'échelle de leur usine, ils lancèrent le Slai-Cobas (Syndicat des travailleurs autoorganisés intercatégoriel Cobas). Il s'agissait pour eux de tenter de généraliser l'expérience de l'usine d'Arese, en proposant aux travailleurs des autres entreprises, à leur



Manifestation du Slai-Cobas, par solidarité avec les licenciés de l'usine Alfa Romeo d'Arese.

tour, de s'autoorganiser en secouant la tutelle des syndicats confédéraux. Pour ces militants, eux-mêmes inspirés par le mouvementisme de l'extrême gauche italienne des années 1970, mais aussi pour certains proches du Secrétariat unifié de la Quatrième internationale, le Slai-Cobas devait être un véritable syndicat de classe, respectueux de l'opinion de la base ouvrière, ne signant avec le patronat que des accords qui auraient été démocratiquement approuvés par celle-ci, ennemi de tout comportement bureaucratique, etc.

Dans cette période, le Slai-Cobas fut sans doute celui qui connut le plus de succès, en tout cas dans l'industrie. L'existence d'un groupe de militants déterminés et expérimentés à l'usine d'Arese, une entreprise aux traditions combattives, leur avait permis de battre en brèche le monopole des syndicats confédéraux au niveau de cette usine. Le lancement du Slai leur permit d'étendre leur influence au-delà, répondant au désir de nombre de militants de trouver une alternative au trio CGIL-CISL-UIL.

L'expérience trouva cependant rapidement ses limites. Le succès que l'existence de ce groupe de militants avait permis à Arese ne pouvait se reproduire automatiquement dans d'autres entreprises où ces conditions n'existaient pas. La référence au sigle Slai-Cobas, quelle que soit la bonne volonté de ceux qui y recouraient, ne pouvait les remplacer. Elle ne pouvait non plus empêcher que des militants mettent dans cette référence un contenu différent de celui que les militants d'Arese y avaient mis au départ. En voulant projeter le nouveau syndicat au-delà de leur propre secteur d'influence, ceux-ci prenaient le risque de lui donner un tout autre contenu.

Le Slai-Cobas se heurta rapidement aux pesanteurs po-

litiques qu'il avait voulu ignorer. En 1996, le militant de la Quatrième internationale Gigi Malabarba, qui au long d'un livre avait encensé le syndicat d'Arese comme l'exemple même du syndicat de classe, démocratique et pleinement respectueux des travailleurs de base, en organisa tout simplement la scission. Sans même attendre le congrès prévu du syndicat, Malabarba annonça qu'il s'en séparait pour former le Sin-Cobas (Syndicat indépendant - Cobas), lié de façon évidente au Parti de la refondation communiste. Coïncidence ou reconnaissance de la direction du parti pour ce haut fait, Malabarba put ensuite être élu sénateur sur les listes de celui-ci. Le Slai-Cobas de son côté continua à exister, en particulier autour de l'usine Fiat de Pomigliano, près de Naples, où des militants de formation maoïste cherchèrent à l'engager sur le plan politique.

L'épisode de la scission du Slai-Cobas ne devait être qu'un des premiers. Les mini-appareils constitués par les syndicats de base allaient être le jouet de manœuvres, de scissions organisées par les différents groupes politiques, ou tout simplement par des individus, pour des enjeux de plus en plus dérisoires. Le résultat fut la multiplication des sigles concurrents, que leur influence très limitée n'empêche pas de prétendre être « le » syndicat et dont la politique se limite à appeler à des actions concurrentes de celles des autres, voire de celles des appareils confédéraux, ne reculant même pas devant le ridicule d'appeler seuls à des grèves générales qui, à l'échelle du pays, peuvent tout au plus réunir quelques centaines de personnes. Elles ne sont dès lors qu'une caricature, vidant l'idée même de grève générale de toute signification.

Quant à l'unité syndicale souvent revendiquée par les syndicats de base, elle n'alla ja-

mais au-delà d'une unité entre les différents sigles, souvent en contradiction avec une réelle unité des travailleurs. Le plus souvent, les syndicats de base se refusent à participer aux grèves et aux manifestations appelées par la CGIL, la CISL et l'UIL, leur opposant d'autres actions, à d'autres dates, et perdant ainsi une occasion d'unité et de débat avec les travailleurs influencés ou contrôlés par les grandes confédérations syndicales. La concurrence avec celles-ci n'aboutit ainsi qu'à les singer, mais à une échelle infiniment plus réduite.

Sans vouloir ni pouvoir citer toutes les mutations intervenues dans la galaxie des syndicats de base, on peut citer les RDB (représentants de base), qui font figure de précurseurs puisqu'ils sont nés dès la fin des années 1970 à partir de militants de la CGIL de la fonction publique critiquant la politique de concertation de leur syndicat. Les RDB ont été, bien plus récemment, à l'origine de la création de l'USB (Union des syndicats de base) qui a récemment donné lieu à une nouvelle scission sous le nom de SGB (Syndicat général de base), sans que les raisons en soient particulièrement claires. On peut ajouter à cette liste le Si-Cobas et la Cub (Confédération unitaire de base). Autant d'organisations dont il est difficile de différencier les politiques et les raisons de leur existence séparée. Il faut encore citer la Confédération Cobas, créée à la fin des années 1990. Restée essentiellement présente dans l'enseignement, elle n'a cependant plus rien de commun, sinon le sigle, avec les premiers Cobas de l'enseignement (*Cobas scuola*) qui, nés dans les années 1980 dans le cadre de véritables luttes des travailleurs de ce secteur, reflétaient aussi leur volonté d'en avoir pleinement le contrôle.

Un des dirigeants de la

Confédération Cobas, Piero Bernocchi, issu des mouvements des années 1970, porte-parole de l'altermondialisme en Italie, illustre une des évolutions idéologiques qui accompagnent le développement des syndicats de base. Ainsi, Bernocchi théorise le dépassement du capitalisme par le bénicommunisme, une vague idée de mise en commun des biens qui n'a plus rien à voir avec le communisme de Marx. Il théorise aussi le dépassement de la notion marxiste de lutte de classe, du rôle des syndicats, des partis, et même de la classe ouvrière en tant que telle.

LE SI-COBAS ET LES LUTTES DES TRAVAILLEURS DE LA LOGISTIQUE

Un certain nombre de syndicats de base n'en sont plus à revendiquer l'appellation de syndicat de classe et considèrent que le syndicat doit devenir une simple agence de services aux salariés, une chose que les confédérations ont d'ailleurs elles-mêmes théorisée depuis longtemps. Mais si, pour tous ceux-là, la notion de lutte de classe est dépassée, beaucoup d'autres de ces petits syndicats continuent de s'en réclamer et il vaut la peine d'examiner comment ils s'en inspirent en pratique.

Le Si-Cobas (Syndicat intercatégoriel –Cobas), formé il y a quelques années à partir d'une scission du Slai-Cobas, a connu un développement numérique relativement important dans le secteur de la logistique, grâce aux luttes conduites par les travailleurs de ce secteur. Les entreprises de la grande distribution ont en effet eu de plus en plus recours, pour leurs opérations de transport et de manutention, à des entreprises de sous-traitance organisées en coopératives, une des formes juridiques privilégiées par la bourgeoisie italienne pour ins-



La police contre un piquet de grève, près de Milan.

taurer la précarité. Les salariés de ces coopératives, considérés comme des associés, ne bénéficient pas des droits les plus élémentaires reconnus aux autres travailleurs par la loi et les conventions collectives. Ils ne peuvent recourir à la justice du travail, car cela reviendrait à porter plainte contre eux-mêmes. Sans oublier que les statuts de ces coopératives dénie au travailleur-associé toute participation aux décisions de l'entreprise.

Dans le secteur de la logistique de la grande distribution, ces coopératives ont eu le plus souvent recours à des travailleurs immigrés n'ayant d'autre choix que d'accepter ces travaux durs et sous-payés, aux horaires aberrants fixés au bon vouloir des patrons de ce secteur, des patrons ne reculant pas devant les méthodes d'intimidation et souvent eux-mêmes proches de la Mafia, en particulier de la 'Ndrangheta, la mafia calabraise. Ces travailleurs n'ont cependant pas tardé à se révolter et à s'organiser. Bien souvent arrivés clandestinement en Italie, ayant risqué leur vie pour y venir en fuyant des pays en guerre ou en tout cas à la situation économique difficile, ayant été la proie des passeurs ou de toutes sortes de mafias, au fond le fait de devoir affronter un patronat

sans scrupule et de ne pouvoir conquérir leurs droits que par la lutte ne les surprenait pas. Il s'y ajoutait souvent la solidarité naturelle existant entre des hommes ayant subi les mêmes épreuves, rencontré les mêmes vexations, et restés très proches les uns des autres de par leurs conditions de vie dans l'immigration.

Ces travailleurs, en grande partie avec l'aide de militants du Si-Cobas, ont donc fait grève, manifesté, organisé des piquets devant les entreprises de la grande distribution, contraignant progressivement celles-ci et leurs coopératives sous-traitantes à des concessions, ne serait-ce par exemple que le fait de payer le minimum horaire prévu par la convention collective du secteur. Parti de la région milanaise, l'exemple fut contagieux et gagna Bologne, Padoue, Turin et en fait une grande partie des entreprises du secteur, au moins dans le nord de l'Italie. Dans le Sud également il y eut quelques luttes importantes, comme celle des travailleurs sous-traitants de la TNT à Teverola, en Campanie.

Le combat pour se voir reconnaître des droits élémentaires, théoriquement reconnus par la loi à tous, s'est avéré dur, et les travailleurs de ces entreprises, le plus souvent immigrés, ont dû faire preuve d'une comba-

tivité et d'une ténacité dans la lutte dont la majorité des travailleurs italiens ont perdu l'habitude. Avec des grèves illimitées, des piquets de grève maintenus malgré les assauts de la police, les licenciements auxquels il fallait riposter, les tentatives d'intimidation émanant des hommes de main stipiendiés par le patronat avec leurs méthodes mafieuses, la conquête de la dignité a coûté cher à ces travailleurs et aux militants. Le résultat n'en est pas moins que le patronat, dans un grand nombre d'entreprises du secteur, a dû apprendre à respecter ces travailleurs qu'il méprisait.

Le résultat de ces luttes a été aussi qu'une grande partie de ces travailleurs se sont syndiqués au Si-Cobas, permettant à ce syndicat d'enregistrer une croissance exponentielle de ses adhérents. Malheureusement, ce succès remporté dans le secteur de la logistique n'allait pas empêcher ce syndicat se voulant de classe de montrer rapidement les mêmes limites que les autres syndicats de base.

On l'a vu d'abord dans le type d'accords conclus avec les directions d'entreprise. Le Si-Cobas, en demandant au nom des travailleurs la satisfaction d'un certain nombre de revendications, ne manquait pas de poser comme conditions la reconnaissance des délégués des travailleurs et du syndicat Si-Cobas lui-même.

Or un accord sur la représentation unique des travailleurs signé en janvier 2014 entre les trois syndicats confédéraux et le syndicat patronal Confindustria, venant après d'autres allant dans le même sens, vise à limiter les possibilités d'existence d'autres syndicats que CGIL, CISL et UIL, à moins qu'ils ne se soumettent à des règles strictes. Le principe de cet accord est de ne donner le droit de présenter des délégués qu'aux syndicats signataires

des conventions collectives ou des accords d'entreprise... et acceptant justement de se soumettre à cet accord sur la représentation unique. La menace est claire: ou bien un syndicat signe les accords imposés par les autres (avec 50% plus une voix), ou bien il se voit dénier le droit de présenter des délégués. En outre, cet accord confédéral pose en principe que les négociations d'entreprise ou de branche doivent prévoir des procédures contraignantes pour le règlement des conflits du travail, en clair des clauses antigrève, le syndicat s'engageant une fois l'accord signé à user de son influence dans ce sens auprès des travailleurs.

La plupart des syndicats de base ont bien sûr dénoncé cet accord, imposé par les syndicats confédéraux pour tenter de les éliminer ou au moins de les soumettre. Mais la plupart n'en ont pas moins fini par y souscrire, argumentant que sans cela ils n'auraient plus que le choix de disparaître. D'autres, comme le Si-Cobas, ont proclamé qu'ils ne le feraient pas. Mais, pour être reconnus dans une entreprise, ils n'en ont pas moins souscrit à des conditions analogues.

En effet les patrons des entreprises où le Si-Cobas s'implantait ne manquaient pas d'exiger des contreparties, inspirées par les accords signés plus haut. Dans nombre de cas, ces contreparties ont consisté en des engagements sur l'obtention d'une plus grande productivité, d'une flexibilité des horaires, mais aussi sur la limitation des grèves par une procédure prédéfinie entre patron et syndicat, comportant jusqu'à des sanctions possibles pour les travailleurs qui ne s'y soumettraient pas.

L'adoption de ces accords s'est accompagnée de procédés de plus en plus bureaucratiques, les coordinateurs nommés par la direction du Si-Cobas menant

les négociations au nom des travailleurs, souvent sans leur en rendre compte et finissant par les leur imposer. Des militants s'opposant à ces procédés ont été exclus par le tout nouvel appareil du Si-Cobas, comme cela a été le cas récemment, en mai 2016, pour deux militants milanais. Jugés trop indociles par la direction du syndicat, ils sont devenus la cible de calomnies du plus pur style stalinien, heureusement sans que cela empêche la majorité des syndiqués de leur secteur d'affirmer leur solidarité avec eux.

LES LIMITES DU CADRE SYNDICAL ET LA QUESTION DU PARTI

Ainsi, si les luttes des travailleurs immigrés de la logistique leur ont permis de conquérir un certain nombre de droits, elles ont abouti là aussi à la constitution d'un mini-appareil bureaucratique ne valant pas mieux que les autres, et parfois pire sur le plan des méthodes. Cela n'empêche pas le Si-Cobas de se proclamer dans ses textes un syndicat de classe, anticapitaliste voire révolutionnaire, et ses dirigeants de déclarer qu'ils tracent là une voie originale vers la constitution d'une organisation ouvrière révolutionnaire en Italie. Ce verbiage, couplé à une pratique syndicale digne des organisations réformistes et staliniennes, augure bien mal d'une telle organisation.

L'exemple du Si-Cobas n'est que le dernier en date, mais il est particulièrement démonstratif. Ce syndicat s'est construit sur la base de véritables luttes ouvrières, ayant abouti pour les travailleurs à la reconnaissance d'un certain nombre de droits. Il a été impulsé par des militants révolutionnaires se référant à la lutte de classe et se disant de fermes partisans de la démocratie ouvrière. Cela n'a pas

empêché sa bureaucratisation rapide et l'adoption, de la part de sa direction toute neuve, de procédés auxquels on est plus habitué de la part des grandes bureaucraties syndicales. Il y a là, comme dans toute l'évolution des syndicats de base, une logique qui va au-delà des qualités ou des défauts individuels des militants impliqués, et qui découle des conditions de la lutte syndicale à notre époque.

Les syndicats de base italiens sont nés en opposition à la concertation entre les confédérations et le patronat et en voulant affirmer leur indépendance. Cependant, cette critique de la concertation, autrement dit du fait que les directions syndicales acceptent les raisons du patronat et s'engagent avec celui-ci dans une véritable cogestion de la crise, n'allait pas jusqu'à une critique du système des contrats (*contrattazione*) qui imprègne toute la pratique syndicale italienne. Ce système, dont l'origine remonte au fond à la période du fascisme et au corporatisme mussolinien, enferme les revendications ouvrières dans le cadre de la renégociation périodique des contrats collectifs et donne donc un rôle essentiel aux bureaucraties syndicales. Mais en période de crise, lorsque le patronat n'est plus prêt à la moindre concession et que les bureaucraties syndicales n'en tiennent pas moins à conserver leur rôle, la *contrattazione* se transforme tout naturellement en *concertazione*, autrement dit en acceptation des raisons du patron.

En fait, la critique adressée par la plupart des syndicats de base aux confédérations était qu'elles ne signent plus de «bons» contrats collectifs, ce dont ils concluaient qu'il fallait créer de «bons» syndicats, capables de mieux négocier et de ne pas accepter les mêmes concessions que les confédérations. Dans cette logique, même

dans le cas où les syndicats de base étaient nés dans le cours de luttes et jouissaient au départ d'un soutien réel des travailleurs, la principale préoccupation de leurs dirigeants était de créer leur propre appareil. Celui-ci devait alors trouver sa place dans le système fortement réglementé des relations entre État, patronat et bureaucraties syndicales, et au fond en acceptait le cadre. Le désir de constituer un appareil syndical relativement stable les amenait en fait à se plier eux aussi aux conditions posées par le patronat, qui n'accepte de reconnaître cet appareil que s'il s'engage, de son côté, à faire accepter par les travailleurs les mêmes règles que celles imposées par l'État, le patronat et les grandes confédérations.

Dans un article écrit peu avant sa mort, Trotsky observait comment, à l'époque de l'impérialisme, l'État et le patronat dont il est le représentant tendent à ne plus tolérer l'existence d'organisations syndicales indépendantes, même réformistes. Le fait s'est largement vérifié dans les pays européens comme aux États-Unis, où les confédérations syndicales sont de grands appareils bureaucratiques imposant aux travailleurs les objectifs et la politique économique de la bourgeoisie. Cela est particulièrement vrai en Italie.

Bien sûr, le plus souvent, les luttes des travailleurs quelles qu'elles soient passent à un moment ou à un autre par le cadre syndical. En dehors de périodes de luttes générales et explosives, dans lesquelles leur conscience politique s'élève rapidement, la plupart des travailleurs continuent à considérer le syndicat comme leur forme d'organisation naturelle. Mais c'est aussi une forme d'organisation que la bourgeoisie a depuis longtemps appris à domestiquer, de façon à en faire un moyen de contrôle sur les

travailleurs et à la retourner contre eux. C'est un fait que des militants de la classe ouvrière ne peuvent ignorer, même s'ils agissent dans le cadre syndical; sans quoi ils s'exposent à devenir des jouets de la politique patronale bien plus que des agents de l'organisation des travailleurs.

Trotsky ne concluait d'ailleurs pas de ses observations qu'il fallait abandonner la lutte pour la démocratie à l'intérieur des syndicats, mais que cette lutte devait se mener sous une direction révolutionnaire. Et en effet, comme dans toutes les luttes ouvrières, il s'agit de distinguer entre ce qui participe vraiment de l'organisation des ouvriers en tant que classe et de l'élévation de leur conscience, et ce qui contribue à les mener dans une des multiples impasses que leur réserve la société bourgeoise. Entre une organisation syndicale réellement utile aux travailleurs parce qu'elle sait se faire à un moment donné l'expression de leurs intérêts fondamentaux et éventuellement de leur lutte, et une bureaucratie syndicale même petite mais qui leur devient étrangère, la distance peut parfois être mince. Il revient à des militants sincèrement attachés à la classe ouvrière de distinguer où passe cette limite, sans quoi ils n'ont guère d'utilité pour celle-ci. C'est bien ce qui est difficile, voire impossible, en l'absence d'une véritable direction révolutionnaire.

Il leur faut en effet accepter l'idée que tout ne se joue pas dans le cadre syndical et qu'il faut, à un moment ou un autre, que la lutte des travailleurs sorte de ce cadre, prenne un caractère politique et pose les problèmes dans leurs véritables termes: ceux du rapport de force entre la classe ouvrière, le patronat et l'État. Ce rapport de force ne peut se mesurer que si les travailleurs

savent recourir à leurs armes de classe: la grève, les manifestations, la mobilisation dans les usines et dans la rue, en étant déterminés à aller jusqu'au bout des possibilités de la lutte. S'ils n'y sont pas prêts, alors il faut au moins défendre ouvertement un tel programme d'action. Cela ne peut être le fait que de militants agissant réellement dans une perspective révolutionnaire, pour le renversement du système capita-

liste, luttant pour faire émerger une telle perspective à l'échelle du pays.

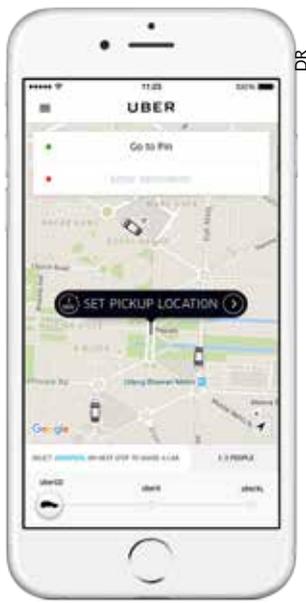
Penser que, dans la situation actuelle, la perspective de construire de nouveaux syndicats peut être une issue pour les travailleurs est au mieux une utopie, au pire une énième façon de les tromper et de les mener dans l'impasse. L'expérience des syndicats de base italiens le démontre à profusion, et de toutes les manières

possibles. N'en déplaise à tous ceux qui théorisent le dépassement de la politique, la question posée aux travailleurs et aux militants qui se placent sur leur terrain n'est pas celle de la construction d'un syndicat de classe qui serait meilleur que les autres, mais celle de la construction d'un parti et d'une internationale communistes révolutionnaires.

12 septembre 2016



Piquet de grève des travailleurs de la logistique, organisés dans le Si-Cobas.



Uber, Airbnb, etc. : l'économie des plateformes, nouvel avatar de l'exploitation capitaliste

Les plateformes Internet comme Uber, Airbnb, BlaBlaCar ou leboncoin sont en plein essor. Elles facilitent les échanges grâce aux nouvelles technologies, en mettant mieux en relation l'offre et la demande, modifient les habitudes de consommation et toute une partie de l'économie. De nombreux États et des politiciens tels que Macron favorisent cette « économie du partage » qui, à les entendre, va créer des milliers d'emplois. Mais l'ubérisation, c'est surtout l'envol de firmes capitalistes qui profitent de la crise pour utiliser une main-d'œuvre précaire et peu payée.

Le mot ubérisation a été inventé en 2014 pour évoquer la peur de certains patrons devant l'évolution liée au numérique, devant ces nouvelles entreprises risquant d'engloutir la leur. Uber, qui met en relation avec des chauffeurs en ville, est la plus emblématique de ces nouvelles venues, si vite victorieuses. Les plateformes d'intermédiation sont des sites qui ont mis en ligne une interface permettant aux demandeurs de trouver facilement ce qu'ils recherchent. Depuis, ubérisation désigne aussi les conditions d'emploi de ceux qui travaillent pour ces plateformes. Ils n'en sont pas salariés, mais concluent un contrat de prestation. Beaucoup sont microentrepreneurs (nouvelle appellation pour autoentrepreneur) : en théorie très libres, mais avec des conditions encore moins favorables que des salariés.

Le système Uber, simple pour les clients, moins cher que les taxis, a connu un grand succès dans des centaines de villes,

dont Paris, et emploierait dans le monde un million de chauffeurs, à temps partiel pour l'essentiel. Quand ce n'est pas Uber, ce sont des équivalents (comme LeCab). Les chauffeurs de taxi, titulaires d'une licence en France et dans de nombreux pays, sont remplacés par ces automobilistes, moins soumis à réglementation et qui gagnent encore moins. Ce phénomène a touché d'autres professions : les livreurs, les graphistes, les baby-sitters, les bricoleurs, les esthéticiennes, etc. Des journalistes, des économistes, des personnalités politiques affirment, pour s'en réjouir ou le déplorer, que cela va se généraliser à des pans entiers de l'économie, si ce n'est à toute la société.

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES FACILITENT CONTACTS ET COLLABORATIONS

Depuis une vingtaine d'années, la généralisation d'Internet et des téléphones portables

a permis de mettre en relation facilement les gens pouvant fournir un bien, un service, et ceux qui en sont demandeurs. La multiplication des smartphones a accentué le phénomène. Il y a eu les sites de rencontre, de covoiturage, de vente (avec Amazon, eBay, Meetic ou leboncoin...). Le boulanger ou les journaux ont vite été dépassés pour les petites annonces, car ces sites en proposent forcément beaucoup plus, à plus de gens, sous une forme aisée à utiliser. Internet et la puissance des ordinateurs permettent une recherche très étendue, rapide et ciblée à la fois, en définissant plusieurs critères.

Avec Uber, il n'y a qu'à lancer l'application sur son smartphone, puis indiquer où on veut aller. Une carte montre les voitures Uber disponibles aux alentours, avec photos et évaluation des chauffeurs (une des fonctions des plateformes est de permettre une notation réciproque entre chauffeurs et clients). Quelques minutes après, le chauffeur choisi arrive.

Les possibilités sont énormes dans d'autres domaines, comme pour collaborer à un grand nombre à l'élaboration d'un projet, d'un programme, ou à des ressources documentaires. D'ailleurs, c'est dans ce but que l'Internet avait été développé, à partir de la collaboration entre chercheurs voulant correspondre facilement et rapidement. Beaucoup de progrès ont été réalisés dans ce domaine, sans profit à la clef. Plus tard, les logiciels libres (Linux), l'encyclopédie Wikipedia, la base cartographique OpenStreet Maps, les communautés de hackers ou Wikileaks sont devenus emblématiques de cet esprit de travail en commun, qui se veut altruiste.

LE MYTHE D'UNE SOCIÉTÉ DE PARTAGE

Aussi différents auteurs, dont l'essayiste américain Jeremy Rifkin, ont théorisé, à propos de cette « économie collaborative », et écrit qu'avec elle une troisième révolution industrielle commençait. Les programmes complexes et les données y deviendraient les richesses essentielles, des « communs » qui ne seraient plus possédés à titre individuel. Dans cette nouvelle économie, le but serait l'usage maximal des biens, par le partage, qui mettrait fin au goût de la propriété. Une de leurs formules résume ce pronostic utopiste : « *La vie share* (partage, en anglais) *va remplacer la vie chère.* » Nous passerions ainsi de l'économie de marché à une économie de réseau, petit à petit, grâce à la technologie.

C'est faire peu de cas de la puissance de l'économie capitaliste, et ignorer la division en classes, ignorer à quel point la bourgeoisie tient à ses capitaux, à ses profits et à sa domination sur la société. L'évolution réelle a montré que, contrairement à ce que véhiculaient ces au-

teurs, à côté de quelques sites de collaboration réellement non lucrative, ce sont surtout des plateformes capitalistes qui se sont développées.

DE GROSSES INFRASTRUCTURES

Faire fonctionner une plateforme d'intermédiation efficace suppose du personnel, des informaticiens hautement qualifiés, et cela a un coût. Il faut rassembler assez d'utilisateurs pour que chacun trouve ce qu'il cherche, pour que les évaluations aient un sens, statistiquement parlant. De fait, ce sont des entreprises puissantes, et prêtes à réunir des capitaux pour le devenir plus, qui ont mis la main sur la plupart des secteurs de cette « économie à la demande ». Ensuite, la plus puissante rafle tout, puisque les clients et les fournisseurs de services veulent s'adresser au plus grand nombre de gens possible. Du coup, la plateforme qui domine cherche à grossir sans cesse, à racheter des concurrents, à multiplier la publicité, pour devenir incontournable. Il faut lever des fonds, se lier aux grandes banques. Prenons le cas du covoiturage en France : divers sites avaient émergé, prenant la place de l'ancienne plateforme téléphonique Allostop. Covoiturage.fr fonctionnait depuis 2004, sans prendre de commission aux voyageurs. Frédéric Mazzella l'a acheté en 2006, a mis en place le système d'évaluation, les portraits, et en 2008 ce site devint de loin le plus utilisé. Les applications pour smartphone sont lancées en 2009, et en 2010 il lève plus d'un million d'euros auprès d'un fonds d'investissement. En 2011, il oblige au paiement en ligne, avec une commission. L'entreprise s'étend en Europe et se rebaptise BlaBlaCar. Puis elle achète le concurrent allemand Carpooling et devient leader

mondial du secteur, avec plus de vingt millions d'utilisateurs, présent aujourd'hui en Inde et en Amérique latine. Avec les années, les frais augmentent (15 % en moyenne), en particulier sur les petits trajets et quand la date du voyage approche. BlaBlaCar, avec 450 salariés et plus de 10 millions d'euros de chiffre d'affaires, est maintenant valorisé à 1,2 milliard de dollars. Les plateformes profitent éventuellement du travail gratuit réalisé en amont, sur des années, par ceux qui ont conçu des outils qu'elles utilisent (bases cartographiques, plateformes collaboratives gratuites qui les précédaient, fichiers d'utilisateurs).

Elles cherchent bien sûr à maximiser leurs profits. Présentes dans plusieurs pays, elles deviennent des spécialistes de l'optimisation fiscale, qui n'est que de la fraude légale, en faisant passer les gains d'un pays à l'autre. Uber France reverse tout à une société enregistrée aux Bermudes (paradis fiscal), en passant par les Pays-Bas. Le chiffre d'affaires mondial d'Uber était de 10 milliards de dollars en 2015 (pour moins de mille salariés), et le double fin 2016 ?

DE NOUVEAUX GÉANTS ÉCONOMIQUES

Des accumulations capitalistes impressionnantes se sont édifiées depuis dix ans. Airbnb, qui met en contact depuis 2008 des particuliers désireux de louer leur logement et des clients, est devenu le géant de l'hôtellerie. Il propose deux millions d'annonces dans 191 pays, et serait valorisé à 30 milliards de dollars, plus que le groupe Hilton, auparavant leader du secteur. La plateforme permet à des dizaines de millions de personnes de se loger à moindre coût, mais engendre de nombreux effets pervers. Paris et l'Île-de-France

Une série de plateformes de l'économie à la demande, classées par secteurs (2015).

LES NOUVEAUX ACTEURS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE



constituent son marché le plus important. Airbnb y propose au moins 50 000 hébergements, presque autant que les hôtels (80 000 chambres). Au moins 20 % des annonces sont proposées toute l'année, parfois par des multipropriétaires. Il s'agit d'hôtellerie professionnelle déguisée, souvent non déclarée, sans les normes du métier. Comme cela rapporte plus que la location classique, beaucoup d'appartements sont retirés de cette dernière, et les prix montent encore plus vite qu'avant.

Leboncoin monopolise la très grande majorité des petites annonces, en France comme dans d'autres pays, concernant des objets, dont les voitures, mais aussi des logements ou des emplois.

Uber, BlaBlaCar, Airbnb ou leboncoin dominant leur secteur respectif et gagnent beaucoup d'argent, par des commissions, par la publicité ou la revente de données. Ils cherchent à aug-

menter leur surface, y compris en englobant plus de secteurs : Uber se lance par exemple dans la cartographie, la livraison de colis ou de repas, Facebook dans les petites annonces.

PRÉLEVER UNE DÎME SUR UN SYSTÈME D GÉNÉRALISÉ

Les plateformes de l'économie à la demande monétisent à leur profit tout ce que l'homme peut créer ou faire.

Airbnb permet à chacun d'être un petit hôtelier. Le travail ainsi valorisé est souvent artisanal, peu productif. Dans un marché saturé, avec un chômage endémique, on arrive à extraire encore de la valeur de la débrouillardise. Des gens, pour compléter de trop petits revenus, bradent des biens ou des services, sans avoir les mêmes contraintes que les commerçants déclarés. Quand ils mettent en location leur voiture ou leur appartement quelques

heures ou quelques jours, c'est une rationalisation, à grande échelle et avec des moyens modernes, du système D : ça rappelle les petits boulots du tiers-monde. Aux États-Unis, pays en pointe en la matière, une start-up propose de venir faire le plein de votre véhicule chez vous ou sur votre lieu de travail, et des étudiants ont pu être pris au sérieux par la presse quand ils ont monté un canular où ils présentaient une application (Pooper) pour faire ramasser les crottes de son chien !

La prochaine étape, pour Uber et autres, peut être la collusion croissante avec les autorités. Des villes peuvent subventionner les trajets Uber au lieu de développer une infrastructure de transports en commun. Les plateformes peuvent proposer à des villes ou des régions l'achat des données qu'elles ont accumulées. Ainsi l'Oregon a payé une forte somme pour accéder aux itinéraires des cyclistes utilisateurs de l'application Strava, afin d'améliorer les pistes cyclables. Boston et l'État du Massachusetts ont obtenu les données d'Uber sur les trajets des chauffeurs, pour aider aux choix d'aménagement. Depuis, ils sont devenus plus conciliants et ont reconnu Uber comme un moyen de transport légal.

Mais un aspect essentiel pour nous est que nombre de plateformes ne se contentent pas de profiter des nouvelles consommations, des paradis fiscaux ou du monnayage des données. Ces entreprises développent à une grande échelle la précarisation, une exploitation renforcée des travailleurs.

L'UBÉRISATION DU TRAVAIL, FAUSSE INDÉPENDANCE, VRAIE PRÉCARISATION

Les plateformes n'emploient en règle générale pas elles-mêmes ceux dont elles pro-

posent les services. Elles ne les salarient pas, mais les mettent seulement en relation avec des clients. Le prestataire paraît libre, travaille quand il en a envie, choisit ses contrats. Mais, dans la pratique, les firmes comme Uber encaissent les paiements et reversent sa quote-part au travailleur, en défalquant leur commission (20% pour Uber!). Le prestataire obéit au règlement et au fonctionnement de l'application. Il est contrôlé par l'évaluation. Il n'est payé qu'en fonction du travail accompli : c'est le retour du travail à la tâche, facilité par les dérèglementations décidées par les États. En France, la législation du travail est rabetée depuis quarante ans, la loi El Khomri du printemps dernier étant le dernier épisode. Son article 23 empêche d'ailleurs les indépendants travaillant pour les plateformes de se prévaloir d'un lien de subordination qui les assimilerait à des salariés.

Certaines plateformes sont des donneurs d'ordres utilisant une armada de chauffeurs ou de livreurs sous statut de microentrepreneur. Uber dit que ses chauffeurs peuvent gagner jusqu'à 4 000 euros mensuels. Mais tous les calculs montrent que le revenu est bien inférieur. D'après le mensuel *Alternatives économiques* (septembre 2016), il serait de l'ordre de 900 euros par mois pour un chauffeur conduisant 60 à 70 heures par semaine. Ceux qui, sans autre emploi, font moins d'heures ne s'en sortent pas. Le chauffeur doit payer le carburant, la voiture et son entretien, l'assurance, les frais de parking, la comptabilité et les cotisations.

Quant aux livreurs en deux-roues, ils assument en plus les risques d'accidents de la route. Leur nombre a explosé pour les plats préparés par les restaurants, dans des villes comme Londres ou Paris, avec les plateformes Deliveroo, Toktoktok, Foodora. Si on prend en compte

le non-paiement des congés, la Sécurité sociale, donc le salaire différé, leur rémunération équivaldrait à un salaire horaire net inférieur au smic. Voilà qui explique les tarifs assez bas et les bénéfices dégagés par les plateformes. Le statut d'indépendant masque la faiblesse des rémunérations, mais divise aussi les travailleurs.

Chauffeurs ou livreurs se rendent vite compte de leurs difficultés à s'en sortir. Ils continuent surtout s'ils ont du mal à trouver un autre emploi. Mais, dans le secteur du taxi, ils font concurrence à d'autres travailleurs, issus de l'immigration ou des mêmes quartiers populaires, qui avaient trouvé ce débouché; d'où les tensions entre les chauffeurs de taxi et ceux des plateformes VTC, à Paris, Marseille mais aussi à Nairobi ou à Bombay.

En France, les autoentrepreneurs ont des rémunérations de l'ordre de 450 euros par mois. Fin 2015, ils étaient un million, dont 61% économiquement actifs. Ceux qui s'en sortent bénéficient aussi d'un autre statut, salarié, étudiant ou retraité, ou bien pratiquent la fuite en avant en ne payant pas leurs cotisations sociales. Même quand ils sont en règle, la protection dont ils bénéficient comme indépendants est bien inférieure à celle des salariés, du fait de cotisations moindres.

Les nouvelles technologies permettent aussi de mieux exploiter le marché mondial des travailleurs, dans certaines branches. L'ubérisation ne touche pas que les services aux particuliers, elle facilite une sous-traitance débridée. La plateforme AMT¹, le «Turc

1 Amazon Mechanical Turk, allusion à une supercherie du 18^e siècle : un automate supposé jouer aux échecs, dans lequel se cachait en réalité un humain. Aujourd'hui, c'est également du travail humain qui est derrière les machines, mais payé ici un prix dérisoire.

mécanique d'Amazon», fait appel à de l'emploi de bureau peu qualifié dans le monde entier. Les click workers ou turkers sont rémunérés à la tâche, le client choisit la rémunération qu'il leur propose. Le revenu horaire moyen des 500 000 turkers est inférieur à 2 euros, mais Amazon prend une commission de 20% à 40%!

D'autres sites, tel Upwork, s'adressent à des professions plus qualifiées, designers, web-développeurs, architectes, avocats, traducteurs, etc. Mais eux aussi sont alors mis en concurrence sur le marché mondial avec des travailleurs dont les conditions de vie et les exigences de rémunération sont très variables: Nord-Américains, Ukrainiens, Indiens, Philippins, etc. Upwork enregistre 10 millions d'utilisateurs dans 180 pays. Ils sont par exemple 120 000 à travailler en Ukraine.

Aux États-Unis, le nombre de travailleurs pauvres indépendants, en totalité ou en partie, obligés de jongler entre plusieurs emplois augmente. Et l'Europe suit le mouvement, avec un nombre croissant de jobbers, avec ou sans plateforme Internet. Ces plateformes surfent sur la crise, qui leur fournit des utilisateurs avides de bonnes affaires aussi bien que de petits boulots et accélère le mouvement de précarisation.

LES PLATEFORMES ET LEURS RÉPERCUSSIONS SUR L'EMPLOI

Cette nouvelle forme d'activité gagne pour l'instant du terrain de façon fulgurante. Selon les experts du cabinet d'audit Deloitte, l'économie à la demande devrait peser 100 milliards de dollars d'ici trois ans. Il est certain que cela perturbe, bouleversant des professions comme les taxis, les hôteliers ou les voyagistes.

On nous annonce que cette ubérisation ne serait qu'un premier pas, précédant de nouvelles destructions massives d'emplois. Selon le rapport publié le 18 janvier par le Forum économique mondial de Davos, l'étape suivante, l'automatisation, la robotisation combinée à une plus grande utilisation des données et des algorithmes, engendrerait une perte nette de 5 millions de postes d'ici à 2020 dans les pays les plus industrialisés. Pour l'analyste économique Bruno Teboul, d'ici 2025, rien qu'en France, 3,5 millions d'emplois seront détruits avec la numérisation de l'économie. D'ici dix ans, 42 % à 47 % des emplois ne seraient plus effectués par des humains mais par des robots. Il pense notamment aux employés de banque, aux notaires, aux comptables.

Il y a ceux qui nous en livrent une vision optimiste, comme le fait une prospective américaine sur 2040 citée dans *Les Échos* (août 2015) : « *La carrière consistera en des milliers de missions de courte durée étalées sur toute une vie.* » Ces missions pourront aller de plusieurs jours à plusieurs années, et de plus en plus d'employés seraient à leur compte. Puisque le travail traditionnel et les prestations sociales qui l'accompagnent vont disparaître, des plateformes spécialisées aideraient les travailleurs à anticiper les situations critiques (maladie, chômage...). Par la grâce du marché, ça ne risque pas d'être avantageux pour les travailleurs!

D'autres, comme Augustin Landier et David Thesmar, professeurs d'économie, s'expriment aussi dans *Les Échos*, en octobre 2015 : « *Ce qui se généralise [...] : un revenu salarial stable, complété d'un revenu d'appoint comme indépendant. [...] L'avenir dans les zones rurales, c'est sans doute un fonctionnaire de mairie à mi-temps fournissant en mode entrepre-*

neur des prestations de transport ou d'assistance aux personnes âgées. » Mais qui paiera et organisera tout cela?

Et il y a ceux qui expliquent, plus justement, que le développement d'emplois comme chez Uber ou Mechanical Turk, c'est à terme la paupérisation de l'ensemble des autres travailleurs et une fragilisation de tout le système social. Oui, cela tire les rémunérations vers le bas et, s'il faut prendre en charge (comme on nous le propose), à partir essentiellement des cotisations des salariés, de plus en plus d'indépendants bien en peine de cotiser, les caisses de la Sécurité sociale ou des retraites seront plus vite vides, prétexte au développement d'assurances privées.

Personne ne sait ce que vont devenir les plateformes. Malgré des recettes qui augmentent rapidement, la quasi-totalité ne sont pas rentables : ainsi Uber a perdu 2 milliards de dollars en 2015 et 1,2 milliard sur le premier trimestre 2016. C'est leur plan de dépenser dans une croissance effrénée l'argent des investisseurs, pour mieux asseoir leur monopole et voir ensuite comment le rentabiliser. Mais à ce jeu certains perdent, comme le site de livraison de plats Take Eat Easy qui a fait faillite cet été, sans payer les sommes dues pour juillet aux 2 500 livreurs français.

Personne ne peut dire comment va évoluer cette économie sans pilote qu'est le capitalisme, ni comment vont évoluer ses dernières branches. Par le simple jeu de l'économie de marché : certainement pas dans un sens favorable à l'ensemble des travailleurs. Mais l'attitude et les combats des travailleurs, salariés ou pas, sont un paramètre essentiel de l'évolution.

LES TRAVAILLEURS UBÉRISÉS COMBATTRONT AVEC LES ARMES DE LA LUTTE DE CLASSE

Le salariat ne favorise pas les travailleurs. Il a permis l'exploitation capitaliste féroce du 19^e siècle. Ensuite, dans la plupart des pays riches, la législation du travail a introduit un certain nombre de règles qui mettaient des bornes à cette exploitation salariale, offrant quelques protections légales aux travailleurs. Mais le mouvement ouvrier révolutionnaire s'est toujours fixé pour but l'abolition du salariat, qui était d'ailleurs inscrite dans le premier article des statuts de la CGT jusque'en 1969.

Cela dit, quand Uber ou Deliveroo obligent leurs livreurs à se constituer en microentreprise, c'est pour payer ces travailleurs moins que s'ils les salariaient. Il est évident qu'être



Grève des chauffeurs Uber à Nairobi, au Kenya, face à la baisse du prix des courses. Ils refusent d'être « les esclaves d'Uber » (2 août 2016).

officiellement à son compte, alors qu'on est des centaines ou des milliers à faire le même travail pour le même patron, ne contribue pas à clarifier les rapports de classe. Aussi les travailleurs ou les groupes de travailleurs qui vont en justice pour faire requalifier leur contrat en contrat de travail salarié n'ont pas tort. C'est le cas de chauffeurs Uber aux États-Unis, en Californie depuis 2015, puis à New York, qui ont eu gain de cause, au moins sur le principe. À Paris, des chauffeurs Uber et des coursiers à vélo leur ont emboîté le pas.

Mais ce n'est pas sur le terrain juridique que les travailleurs, prétendument indépendants ou pas, peuvent imposer un autre rapport de force. C'est par la grève et les manifestations que les prestataires des plateformes peuvent les prendre à la gorge. C'est en s'organisant, sous la forme de syndicats par exemple, que les plus clairvoyants peuvent propager une conscience en amont, préparer de tels mouvements. Travailleurs à domicile, payés à la tâche, les canuts lyonnais se sont bien révoltés par milliers en 1831 et 1834. Les armes classiques utilisées par les travailleurs depuis deux siècles sont à même de faire plier ces entreprises qui, derrière leur façade technologique, reviennent plus vite que d'autres à des formes d'exploitation plus sauvages.

La grève de sept jours des livreurs de Deliveroo à Londres, en août dernier, en a donné un aperçu. Deliveroo voulait changer leur rémunération. Au lieu de 7 livres de l'heure plus une livre par course, le paiement devait passer uniquement à la course (3,75 livres par commande). Cela aurait renforcé la précarité et diminué leurs revenus, avaient calculé les réfractaires. Plus de cent livreurs (sur 3 000 à Londres) se sont alors déconnectés de l'application. Ils se rassemblaient le



Manifestation de chauffeurs de taxis de Portland dans l'Oregon (États-Unis) contre les VTC Uber : ils demandent les mêmes règles pour tous (janvier 2015).

soir devant le siège de l'entreprise, appelaient au boycott. Le gouvernement et des parlementaires ont fini par intervenir en faveur des grévistes et la direction a reculé, laissant aux travailleurs la possibilité de garder l'ancien contrat et de choisir leur zone de livraison. Elle a maintenu par contre la réforme pour les nouveaux. Malgré leurs limites, cette mobilisation minoritaire et son succès partiel montrent la voie de l'action collective.

* * *

Les nouvelles technologies sont riches de promesses pour l'humanité quand elle pourra s'organiser de manière réellement collaborative, dans l'intérêt général. Mais ce sera le communisme, et cela suppose d'en avoir fini avec le profit et les classes sociales. Des progrès existent, bien sûr, même au sein de la société capitaliste. Celle-ci n'empêche pas forcément des initiatives collectives non lucratives. Mais elles sont en général limitées dans leur portée, faute de moyens, et éphémères. Dans bien des cas, des entreprises capitalistes à but très lucratif finissent par les récupérer. Un monde plus humain, fondé sur le partage et la convivialité, suppose le contrôle, l'appropriation et la gestion par la communauté de tous les moyens techniques et des intermédiaires : des plate-

formes comme de tout l'appareil économique, productif, financier et commercial.

Nous, communistes, cherchons à préparer une société qui libérera vraiment toutes ces énergies, qui par exemple utiliserait la géolocalisation, la téléphonie mobile et les algorithmes pour organiser la production alimentaire et sa répartition sur la planète, des équipes d'intervention auprès des personnes âgées fragiles, des transports organisés rationnellement aux différentes échelles.

Mais sortir de la course au profit et de la concurrence, concentrer de grosses ressources sans recourir à l'investissement capitaliste, implique d'exproprier la bourgeoisie. Seules les classes exploitées pourront imposer l'intérêt général avant tout, et cela passe par la révolution socialiste, la prise du pouvoir par les travailleurs.

Pour s'y préparer, il faut déjà s'organiser, retrouver une conscience de classe et une force à travers toutes les étapes de la lutte contre les classes possédantes, à commencer par l'opposition à toutes les attaques, comme celle que représentent les conditions qu'Uber et consorts imposent aux travailleurs qu'ils utilisent.

23 octobre 2016

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)



- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales »? (n° 146, 8 avril 2016)

FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

IDÉES/HISTOIRE

- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Temps de travail, salaires et lutte des classes (n° 141, 10 avril 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance: faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)
- La grande bourgeoisie en France (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,70 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver Lutte de classe ?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché aux poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la Sous-préfecture

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire

Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

Librairie de l'arbre
13, rue des Trois-Mages

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an : Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance :
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse :
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance :
boletinvoznobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois : 13 \$ - un an : 26 \$
Autres pays, 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



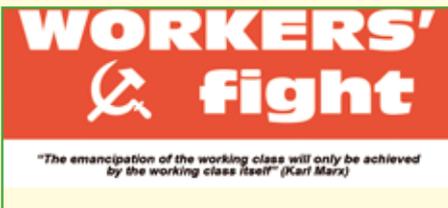
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros) : 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros) : 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix : 1,20 €
Abonnements : France - DOM TOM,
six mois : 20 € ; un an : 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé :
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement : écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail : contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an :
GB £8 - Reste de l'Europe : £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 € -
Pli ouvert : 23 €
Guadeloupe :
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique :
Combat Ouvrier - Louis Maugeé
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail : vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Nieve Ippolito 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an : 12 €
<http://www.linternazionale.it> - contact
e-mail : l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance :
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>